Rouge

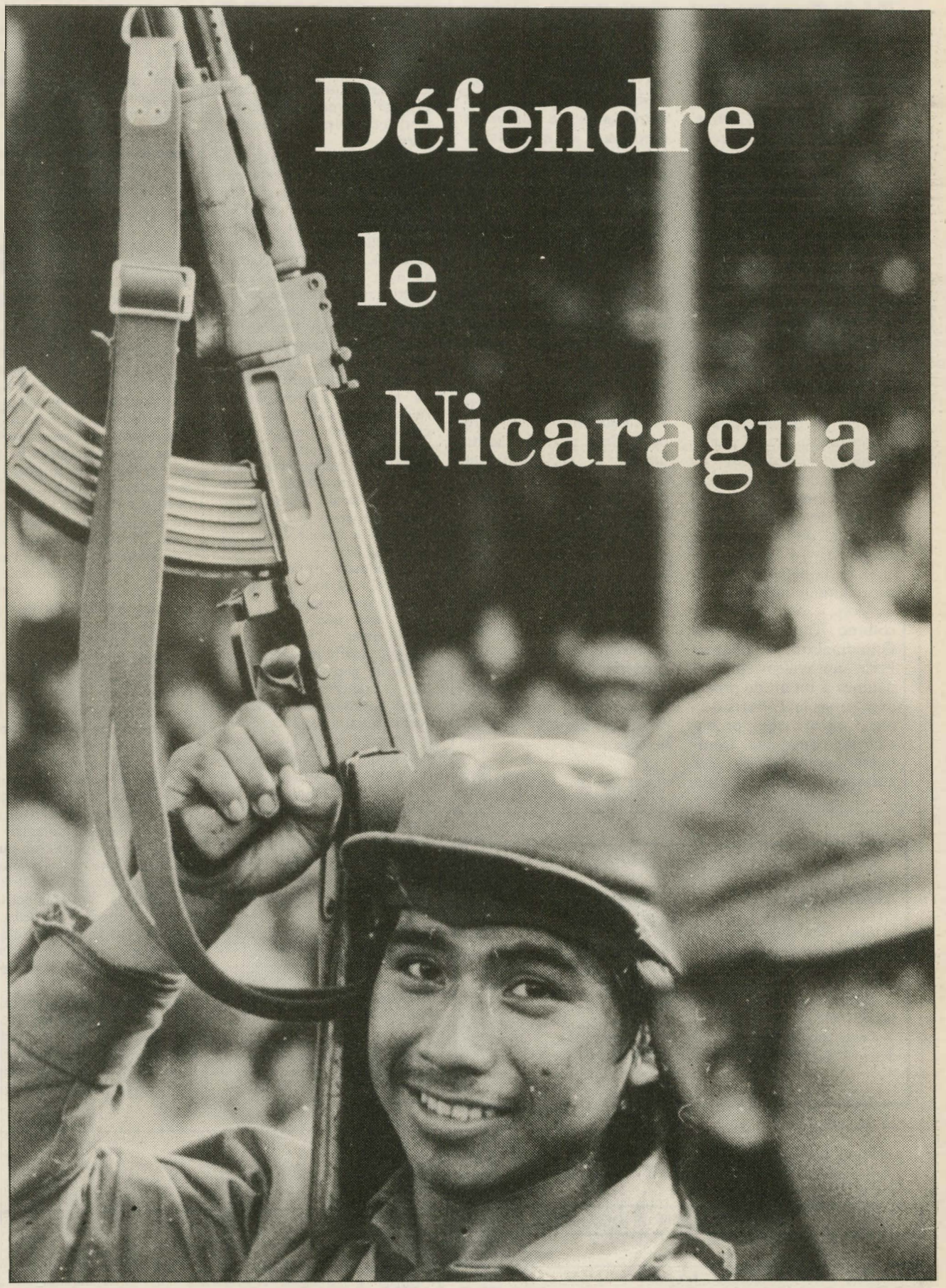
Rassemblement des travailleurs
26-27 mai
LE BOURGET
contre l'austérité
contre l'Europe capitaliste

M 1578 N°1111 6,50F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | du 4 mai au 10 mai 1984

1er Mai, un jour de division

Ils exultent... ils sont ravis ! « Le 1er Mai s'est défilé », titrait *Libération*.
Les journaux écrits, parlés, et télévisés ne cachaient même pas leur joie. La journée internationale de lutte des travailleurs, qui pour s'imposer a coûté des milliers de vies depuis près d'un siècle, ramenée à quelques défilés faméliques en France !
En France, sous un gouvernement de gauche, alors que pleuvent les licenciements et les diminutions du pouvoir d'achat... C'était un jour de rêve pour le patronat et pour tous ceux qui nous rebattent les oreilles de leur discours « moderne » sur la fin du « syndicalisme étroit et sectaire, bloqué sur la défense des revendications ». Selon eux, s'ouvrirait bientôt l'avenir radieux de l'harmonie avec un patronat qui réduit chaque mois trente mille travailleurs au chômage.
Car ceux qui pavoisaient le plus, en ces lendemains d'un 1er Mai qui laisse un goût amer dans la bouche, ne sont même pas les hommes de droite qui ont le triomphe modeste. Non ! C'est cette nouvelle gauche « branchée », ravie de la désyndicalisation, ravie de voir la division syndicale affaiblir le combat des travailleurs.
Ils arriveraient même à faire oublier que dans plus d'une dizaine de villes du pays, à Fos et en Lorraine, la division a été mise en échec le 1er Mai, et dès lors les défilés y ont été importants et combatifs.
Mais ils ont pour l'instant raison, tous ces fossoyeurs, d'exulter et de se réjouir.
Malgré les Lorrains mobilisés dans l'unité, malgré les millions présents dans la rue le 25 avril, malgré ce refus des mesures d'austérité qui traverse tous les syndicats, Krasucki, Maire et Bergeron se sont débrouillés pour s'opposer à l'unité. Ils ont organisé, à Paris et dans de nombreuses villes, le 1er Mai le plus lamentable des vingt dernières années.
Face aux mines réjouies des patrons et de leurs complices, de plus en plus les travailleurs auront à cœur de battre en brèche cette division, comme elle l'a été dans la sidérurgie et pour l'école laïque.
De plus en plus nombreux, ils auront à cœur d'imposer l'unité nécessaire face à l'austérité.

Contre Reagan



Ecole
Que feront les députés PS et PC ? p.4

Il y a dix ans, la révolution portugaise p.14

Maire fait l'éloge de la propriété p.10

POINT DE MIRE

SECOND PROCES DE LANDAU

Acquittez Etienne Patoor !

A l'heure où paraîtra *Rouge*, s'ouvrira le second procès de Landau. Dans le box des accusés, notre camarade Etienne Patoor, un des trois soldats de Landau, arrêtés à l'automne dernier, puis incarcérés et déférés devant le tribunal aux armées pour avoir signé, avec plusieurs centaines d'autres appelés en garnison en RFA, une pétition en faveur du retrait des troupes étrangères des deux parties de l'Allemagne. En outre, les magistrats de ce tribunal auront à connaître d'un prétendu « refus d'obéissance » imputé à Etienne.

En fait, la hiérarchie militaire était désireuse de prendre sa revanche sur un soldat qui avait été l'un des animateurs de la campagne pour les six mois et les droits démocratiques. Elle l'avait maintenu sous les drapeaux, avait multiplié à son égard brimades et vexations. C'est dans ce contexte qu'Etienne a refusé de « balayer la cour de la caserne » pour le seul plaisir de ces messieurs. Tel est le misérable acte d'accusation dressé par le magistrat instructeur de cette justice d'exception qui ne s'embarrasse ni du respect des droits fondamentaux de la personne humaine, ni même de ceux de la défense dans la procédure judiciaire.

Alors, oui, Etienne, comme Olivier Lecour-Grandmaison et Laurent Fritz, qui avaient été condamnés à un an de prison avec sursis le 29 mars dernier, sera très probablement condamné. Comment pourrait-il en être autrement, même si l'acquittement de notre camarade est exigé notamment par l'UD CFDT de la Moselle, par la Ligue des droits de l'homme, le Mouvement de la paix de Strasbourg, par le sénateur socialiste de Metz Mussuet, le directeur de l'UER de physique de Metz, les doyens de trois des facultés messines, le maire socialiste d'Hayange, et bien sûr tous ceux qui étaient présents aux côtés des soldats lors du premier procès de Landau.

De plus, ce second procès ne sera pas la simple répétition du premier, car entre temps, le Parlement européen a majoritairement adopté une recommandation en faveur des droits démocratiques des soldats. De quoi faire réfléchir les magistrats des TMA et au-delà les autorités gouvernementales sur le bien-fondé de ces attaques inadmissibles contre les libertés des soldats. C'est en tout cas un point d'appui important pour la suite des batailles politiques et juridiques en vue d'obtenir si nécessaire de la Cour européenne de justice la condamnation du gouvernement français pour ces graves atteintes à répétition aux libertés.

Pour sa part, la LCR, avec beaucoup d'autres courants et des personnalités ouvrières et démocratiques, attache la plus grande importance au fait de mettre un terme à ces agissements qui, s'ils étaient tolérés, finiraient par constituer un recul sérieux et durable des libertés.

J.-L. M.

SOMMAIRE

- *Bloc-notes* . . . . . p. 2
- *Rassembler les forces pour une autre politique* . . . . . p. 3
- *Ecole* . . . . . p. 4
- *Sidérurgie* . . . . . p. 5
- *Chantiers navals* . . . . p. 6
- *Citroën, Samaritaine* p. 7
- *Rassemblement contre l'austérité* . . . . p. 8-9
- *CFDT* . . . . . p. 10
- *Pierre Frank* . . . . . p. 11
- *Liban, Brésil, Paraguay* . . . . . p. 12
- *CEE* . . . . . p. 13
- *Portugal* . . . . . p. 14
- *Cinéma* . . . . . p. 15
- *Nicaragua* . . . . . p. 16

POLOGNE
Deux syndicalistes français emprisonnés

Deux syndicalistes français, Jacky Challot, du syndicat CFDT finances des Yvelines, et Olivier Roux, de l'UNEF-ID, sont aujourd'hui emprisonnés à Szczecin en Pologne. Accusés de soutenir une « organisation illégale », les deux militants, arrêtés respectivement le 22 mars et le 11 avril dernier alors qu'ils accompagnaient des convois d'aide humanitaire, risquent une peine de cinq ans de prison. Leur emprisonnement intervient alors que la répression à l'encontre des militants syndicalistes polonais gagne en ampleur et en brutalité : le nombre de prisonniers politiques a plus que doublé en quelques mois, les détenus subissent fréquemment des passages à tabac, voire même des tortures. C'est ce que devait rappeler le 26 avril dernier Zbigniew Kowalewski, ancien dirigeant de Solidarnosc à Lodz, lors d'un meeting organisé par le Syndicat des correcteurs à la Bourse du Travail de Paris.

Remerciant tous ceux qui se sont mobilisés pour soutenir son droit à résider en France, Z. Kowalewski a lancé un appel à intensifier la solidarité avec Solidarnosc. Celle-ci passe aussi, rappelait J. Toublet, au nom des organisateurs du meeting, par la défense des militants étrangers emprisonnés en Pologne pour leur activité en faveur des travailleurs polonais. En arrêtant J. Challot et O. Roux, la dictature du général Jaruzelski cherche à tarir l'aide humanitaire des organisations syndicales et démocratiques au peuple polonais. Elle tente d'empêcher les contacts entre travailleurs occidentaux et polonais, isoler ces derniers, pour pouvoir ainsi réprimer dans le silence. Ne la laissons pas faire !

Le mouvement de soutien à Solidarnosc a tout récemment montré son ampleur en agissant pour que Kowalewski puisse rester en France : il est parvenu à faire modifier la position du gouvernement français — François Mitterrand ne s'est-il pas lui-même ému il y a quelques jours de la répression en Pologne, alors qu'un mois auparavant un vent de « normalisation » soufflait sur les relations franco-polonaises. Ce mouvement de solidarité doit tout mettre en œuvre pour imposer la libération des deux syndicalistes français emprisonnés en Pologne.

Envoyez les prises de position à :
— M. le Procureur Ludwik Porazdewski, Kaszubska 28, 70 952 Szczecin, Pologne.
— M. Kulaga, Ambassadeur de Pologne, 5, rue Talleyrand, 75007 Paris.

• Pour toute information complémentaire sur le sort des deux syndicalistes français, on peut joindre le Collectif finances CFDT en téléphonant au (1) 951 25 69.

IMMIGRATION
Vers des Etats généraux des jeunes

Le collectif parisien des jeunes issus de l'immigration et le collectif lyonnais des associations de jeunes Maghrébins organisent ensemble des Etats généraux les 9, 10 et 11 juin.

Après la marche contre le racisme et pour l'égalité des droits du 3 décembre dernier, les collectifs locaux se sont multipliés. Pour répondre aux agressions racistes, riposter aux meetings de Le Pen, et au-delà imposer le droit au travail et au logement, le droit de vote et la carte unique de dix ans.

Le moment est donc venu de faire le point. Une deuxième marche a commencé. Les jeunes de la deuxième génération, et avec eux toute la jeunesse, cherchent à coordonner leurs efforts pour mettre un coup d'arrêt à la montée du racisme.

Les Etats généraux, faisant place à l'expression démocratique de tous les collectifs de jeunes ainsi qu'à une grande fête, seront une date importante pour la mobilisation des jeunes issus de l'immigration.

LA CORSE,
île d'exception

« Une affaile très propre et exemplaire. » Ainsi Gaston Carrasco, procureur de la République en Corse du Sud, qualifiait-il l'arrestation de Natale Luciani, militant nationaliste estimé dans l'île et membre du groupe Canta u populu corsu, connu depuis des années pour son action culturelle au service du peuple corse.

« Propre et exemplaire » ? Nous devrions plutôt dire que cette action est exemplaire des méthodes employées actuellement par Broussard à l'encontre du mouvement nationaliste.

Le Mouvement corse pour l'autodétermination et l'association A Riscossa ont déjà dénoncé les méthodes employées lors des dizaines d'arrestations qui ont eu lieu dans l'île au mois de mars.

Natale Luciani, lui, a été arrêté avec cinq membres de sa famille. Face à ses protestations, la police dit alors à Luciani qu'elle libérerait sa famille s'il avouait être membre du FNLC... De plus, le père de Luciani, cardiaque, fit appel à un médecin durant la garde à vue. Il indiqua le nom de ses deux médecins traitants. La police lui en fournit un autre qui avait sûrement l'avantage d'être membre de la CFR (rassemblement antinationaliste). Raison avancée : ses médecins n'étaient pas là. Or, l'un d'eux, le docteur Schnitzler, n'avait pas quitté son domicile de la matinée...

Ce genre de méthodes exige avec encore plus d'actualité la reconnaissance du statut politique pour les militants nationalistes arrêtés et le développement de la solidarité en France.

REPERES

CONFERENCE ENTREPRISE DU PS

« Nous sommes dans la mélasse »

C'est avec soulagement que les dirigeants socialistes auront vu s'achever, le lundi 30 avril, la sixième conférence des sections et groupes d'entreprises de leur parti. Car le moins que l'on puisse dire, c'est que cette assemblée a révélé l'ampleur du malaise ressenti par les militants. Un malaise qui s'est d'abord traduit par l'absentéisme : sur mille trois cents délégués attendus, ils n'étaient guère plus de six cents à avoir fait le déplacement.

Durant trois jours, ce sont les rapports du PS et du gouvernement qui furent au cœur des débats. Pour leurs camarades de travail, les militants d'entreprise apparaissent, en effet, redevables de la politique anti-ouvrière mise en œuvre au sommet de l'Etat. Un délégué des mines de Saône-et-Loire posait le problème dans toute son acuité : *« Nous sommes dans la mélasse. Ce que la droite n'a pas osé faire, nous, la gauche, nous le faisons. »* Et un conseiller régional de Lorraine renchérissait : *« On a eu pendant quelques semaines des difficultés à ne pas passer pour des salauds. »*

Devant ces difficultés, l'état-major du PS est contraint à un périlleux exercice d'équilibrisme, que les documents préparatoires à la conférence laissent transparaître : *« Il convient, depuis 1981, d'assumer, à la fois, le consensus majoritaire et l'animation de la mobilisation populaire. »* Dans son rapport d'ouverture, Jean-Paul Bachy s'efforça bien de marquer l'autonomie de sa formation, proclamant son *« droit de demander au gouvernement de gouverner autrement et de prendre les mesures concrètes que le monde du travail attend »*. Mais comment infléchir les décisions du pouvoir ou contrôler son action ? Bachy fut bien incapable de l'indiquer. Se refusant à en appeler à la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat, il en fut, une fois encore, réduit à demander au parti de se mobiliser pour contrôler la bonne application des lois promulguées jusqu'alors (lois Auroux, « démocratisation » du secteur public, etc.). De bien médiocres perspectives pour galvaniser un parti tourmenté.

Le malaise interne et la paralysie de la direction ont poussé le CERES à durcir ses critiques. Lors de la conférence nationale entreprises, les membres de ce courant ont pilonné le gouvernement. Leurs critiques faisaient écho à celles émises le 29 avril par Jean-Pierre Chevènement dans *le Journal du dimanche* : *« Avec 2,8 millions de chômeurs en 1986, la gauche ne gagnera pas les élections. »*

En dépit de la vigueur de son ton, l'ancien ministre de l'Industrie n'apporte cependant guère de réponses aux interrogations de la base socialiste. On chercherait en vain dans ses propos la moindre référence aux orientations passées du CERES et à la rupture avec le capitalisme pour sortir de la crise. Il ne critique, par exemple, la politique de rigueur que parce qu'elle ne débouche pas sur la croissance. *« Il faut mettre la rigueur au service de la croissance »*, explique-t-il clairement.

De même, multipliant les déclarations d'allégeance au chef de l'Etat, le fondateur du CERES ne s'oppose à une rupture éventuelle avec le PC que parce qu'elle empêcherait d'aboutir à l'union nationale : *« La France est en guerre économique et toutes les forces de la France sont nécessaires si nous voulons gagner cette guerre. »*

Incontestablement, le PS entre dans l'ère des turbulences. Et ce ne sont pas les orientations qui s'affrontent en son sein qui le sortiront de la « mélasse ».

Christian Picquet

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	**450 F**	**500 F**
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	**160 F**	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	**150 F**	**170 F**
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	**65 F**	**75 F**
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	**250 F**	**250 F**
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
_____
Formule choisie ___
Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

- **Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)**
- **Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31**
- **Directeur de publication : Robert March**
- **Commission paritaire 63922**
- **Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)**

Rassembler les forces pour une autre politique

Il y a trois ans, le peuple de gauche fêtait la fin d'un règne de vingt-trois ans. Depuis, le PS et le PCF ont tout fait pour tenter de faire oublier leurs promesses. Pourtant, la marche des sidérurgistes le 13 avril, les cent manifestations laïques le 25 avril ont été un refus massif des capitulations du gouvernement devant les possédants.

Barre est content. Au club de la presse d'Europe 1 du 29 avril, il a décerné l'oscar de l'austérité au gouvernement. *« Le gouvernement me paraît s'engager dans la bonne direction »*, disait-il. Et de préciser combien il reconnaissait sa politique dans celle pratiquée, donnant priorité *« à l'équilibre extérieur »*, reconnaissant *« l'importance de la compétitivité économique française »*, se maintenant *« dans le système européen et international »*.

Il y a trois ans, le peuple de gauche arrosait, place de la Bastille, la fin d'un règne de vingt-trois ans : celui de la droite. Moments d'espoir, de liesse. Et le souvenir de la face défaite des perdants, les Peyrefitte, Bonnet, Stoléru, Saunier-Séité, Giscard et Barre dégonflés comme des baudruches... C'était hier et c'est si loin déjà.

Depuis, le PS et le PC ont mis le paquet pour tenter de faire oublier ce pourquoi ils avaient été portés au pouvoir, ce pourquoi ils avaient fait, malgré eux, l'unité au sommet pour gouverner.

L'austérité pour toute politique

« Le gouvernement a choisi une stratégie dont la logique ressemble à celle mise en œuvre par Madame Thatcher », disait P. Bricq, du groupe socialiste d'entreprise banques, lors de la Convention entreprises du PS du 29 avril. *« Ne fait-elle pas* (la gauche...) *simplement ce que justement la droite n'a pas osé faire ? »*, demande un dirigeant PS de Lorraine, à cette même convention.

Si Barre est content de la politique gouvernementale, celle-ci fait des remous, au sein de la « grande force tranquille », agitée par vingt mille licenciements dans la sidérurgie et une loi Savary digne de la loi Guermeur.

Car c'est bien un troisième plan d'austérité qui se profile à l'horizon : licenciements massifs dans les secteurs nationalisés (comme la sidérurgie) ou hautement subventionnés (comme la navale), restructurations qui vont faire de régions entières des déserts industriels. Comme accompagnement logique, on verra se développer des attaques concentrées sur la protection du contrat de travail, sur la stabilité du temps de travail, sur les indemnités de chômage et de Sécurité sociale. Dans ce beau pays présidé par Mitterrand, il y a désormais plus de chômeurs que de paysans actifs. Et cette armée de chômeurs, qui grossit sans retenue, sert au patronat de moyen de pression sur les salaires. Temps partiel imposé aux femmes, incitation au retour des immigrés, cassage de l'indexation : l'austérité de gauche est en marche.

Le 10 mai vit toujours...

Le 10 mai vit toujours. Il était facile à rencontrer le 13 avril dans les rues de Paris, lors de la marche des Lorrains. Il a déferlé dans toutes les grandes villes le 25 avril. Et, par deux fois, les manifestants se sont mis en marche contre un projet gouvernemental particulièrement scandaleux. Beaucoup de celles et ceux qui défilaient le 25 avril sont venus autant pour faire barrage à la droite que pour refuser les capitulations du pouvoir devant les possédants, capitulations dont la loi Savary est une expression politique.

Ce refus massif, les partis au pouvoir, majoritaires à l'Assemblée, le PS et le PC font tout pour l'épuiser, le dévoyer. Ils prétendent enfermer les travailleurs dans un labyrinthe. Le PS joue le chantage à l'unité pour l'austérité. Le PC veut faire croire que refuser l'austérité c'est organiser la division des rangs ouvriers. L'un et l'autre se retrouvent finalement pour approuver les licenciements. Et les compères peuvent s'unir à nouveau dans la capitulation devant la droite et les évêques qu'est cette loi Savary.

Non, ce n'est pas ça que voulaient les travailleurs le 10 mai. Ils n'ont pas voté pour ça. Ils voulaient se débarrasser, au contraire, du chômage et de l'inflation. Et c'est encore pour l'emploi et pour les salaires qu'ils se battent, à La Seyne, en Lorraine, à Citroën ou dans les centres de tri PTT. Mais la question que tous posent, c'est comment gagner, comment faire céder le gouvernement, comment lutter alors que les partis au pouvoir sont censés y représenter les travailleurs ?

Notre combat

Ceux de la navale sont « montés » à Paris. Ceux de mines de charbon aussi. Et puis les Lorrains. Mais ils n'ont pas gagné. La pression des sidérurgistes a été assez forte pour contraindre le gouvernement, au prix de la cohésion de la majorité, à engager son existence sur le vote des vingt mille licenciements.

La leçon à tirer est claire : quelles que soient la détermination et l'ampleur de la mobilisation des secteurs frappés de licenciements, ils ne gagneront qu'unis dans un même mouvement général, dans une même action tous ensemble.

C'est une réponse plus efficace pour la lutte, mais c'est aussi une perspective politique. A ceux qui ne pensent qu'à débiter les luttes pour l'emploi en rondelles, à ceux qui organisent l'isolement des luttes, c'est-à-dire les directions des confédérations syndicales et les sommets des partis de gauche, il faut imposer ce tous ensemble.

Le tous ensemble pour l'emploi, c'est possible. Il était aisé aux directions CGT et CFDT d'appeler à la grève pour soutenir les Lorrains le 13 avril. Il leur est possible de faire converger les luttes de la navale, de l'automobile, de l'acier, du charbon. Elles ne le feront que si un courant d'opinion ouvrière s'exprime avec force, dans tout le pays, dans les syndicats et dans les partis, publiquement, dans l'unité. Un courant qui refuse l'austérité, qui exige des partis au pouvoir un changement de politique, et qui se propose de les y contraindre par l'organisation d'un tous ensemble. Pour cela, il faut briser le mur qui isole les luttes entre elles, qui sépare La Seyne de Fos-sur-Mer, les sidérurgistes lorrains des licenciés de l'automobile.

Fondée sur ces luttes, sur ce courant ouvrier pour le tous ensemble, l'exigence adressée au PS et au PC pour qu'ils changent de politique se concrétise. Elle devient force matérielle de contrainte, par la mobilisation unitaire et nationale. Sans cette mobilisation, il serait vain d'attendre quoi que ce soit de ces parlementaires, de ces ministres, de ce président qui ont licencié les sidérurgistes comme ils en licencieront d'autres demain.

Le Rassemblement des travailleurs contre l'austérité et contre l'Europe capitaliste, organisé les 26 et 27 mai par la LCR, s'inscrit exactement dans ce cadre. Rassembler les travailleurs qui veulent se battre, mais qui ne voient plus dans le PS et le PC des outils d'un tel combat. Rassembler les syndicalistes confrontés à la nocivité des politiques confédérales. Rassembler les forces politiques indépendantes du gouvernement pour débattre et agir ensemble. Ce rassemblement tombe à point nommé.

Nul endroit ne réunira des représentants des luttes des sidérurgistes, lorrains et marseillais, avec les postiers ou les métallos de l'automobile. Nul lieu où se retrouveront la quasi-totalité des organisations révolutionnaires. Nul autre rendez-vous où se côtoieront des dirigeants actifs des luttes ouvrières européennes, syndicalistes allemands pour les 35 heures, sidérurgistes espagnols pour l'emploi, membres italiens des conseils d'usine pour l'échelle mobile, dockers danois contre les licenciements et la répression ouvrière. Ce sera au Bourget, les 26 et 27 mai.

Jean Lantier

ECOLE

Les députés PS et PC oseront-ils se coucher?

Le 16 mai s'ouvre le débat à l'Assemblée sur le projet de loi Savary. La question laïque se pose maintenant dans toute sa transparence : que feront les parlementaires du PS et du PCF ?

Les députés voteront-ils une loi qui se situe *« dans la lignée des lois antilaïques »* (André Laignel), qui *« aggraverait la loi Guermeur »* (Jean Poperen), qui *« comporte des risques de perpétuer le dualisme scolaire et d'hypothéquer l'avenir du service public »* (groupe communiste) ?

Voteront-ils une loi contre laquelle des centaines de milliers, des millions de travailleurs, de laïques, ont manifesté le 25 avril ?

C'est au pied de la loi qu'on voit le député. La responsabilité des élus socialistes et communistes sera entièrement engagée dans le vote à venir. Ils ne bénéficieront d'aucune excuse, d'aucune circonstance atténuante.

Aucun prétexte n'est acceptable

Non, rien, et surtout pas l'utilisation des institutions antidémocratiques de la Ve République, ne pourra justifier que les députés votent, d'une façon ou d'une autre, un projet qui s'ajoute aux lois antilaïques.

L'article 49-3, en particulier : il oblige les députés, pour s'opposer à la loi, à déposer une motion de censure contre le gouvernement. Son utilisation ressort d'un chantage pur et simple : « C'est à prendre ou à laisser », dit en quelque sorte le gouvernement. « Vous n'avez le choix qu'entre une politique de capitulation avec nous, ou une autre politique, mais sans nous. »

Que Mitterrand soit conduit à utiliser cet artifice est hautement révélateur de la force des pressions qui s'exercent pour le respect des engagements. Le voilà contraint une fois encore à mettre l'existence du gouvernement dans la balance, pour imposer une politique contraire à la volonté de la majorité exprimée le 10 mai 1981 et, à nouveau, le 25 avril dernier.

Au chantage du gouvernement, une seule réponse : c'est au gouvernement de s'aligner sur la volonté majoritaire et non l'inverse. C'est la réponse qu'il faut exiger des députés socialistes et communistes. Qu'ils retournent l'arme de la menace contre le gouvernement !

Or le succès des manifestations du 25 avril effraierait-il les députés à l'approche du débat parlementaire ? Toujours est-il qu'on ne les entend guère. Exigent-ils le retrait de la loi Savary ? Nul ne l'a dit. Veulent-ils amender le projet ? On ignore sur quoi. Laisseront-ils le gouvernement utiliser l'article 49-3 ? Personne ne dit le contraire. Silence, on tourne ! Et les images du petit écran ne nous montrent que Mgr Lustiger.

Les laïques sont fondés à penser que les députés du PS et du PC éprouveraient quelque part un lâche soulagement si le gouvernement imposait l'article 49-3. Car le dossier serait bouclé sans qu'aucun élu n'ait eu à compromettre son nom sur la loi Savary. Hypocrisie ! Rien n'effacera ce fait que le gouvernement ne pourrait rien si la majorité parlementaire n'était pas consentante.

Pas une minute à perdre

C'est pourquoi il n'y a pas une minute à perdre pour exiger sans relâche des députés du PS et du PC, un par un et en groupe, de retirer le projet Savary et de faire la loi pour l'école publique. Plus de tergiversations, plus de faux-fuyants, de tractations secrètes, de diversions : le projet du gouvernement est connu, son intention d'aller jusqu'au bout des capitulations est acquise. C'est maintenant, devant celles et ceux dont ils tiennent leur mandat, que les députés socialistes et communistes doivent parler, et prendre position.

Les laïques ont pris leurs responsabilités, le 25 avril. Aux députés de prendre les leurs, sur la place publique. Tel doit être, en particulier, le langage du CNAL. On était en droit d'attendre qu'au lendemain du 25 avril le CNAL lance un appel solennel au gouvernement, lui adresse, eh oui, une sorte d'ultimatum, fort de la plus grosse mobilisation depuis le 10 mai. Rien de cela.

C'est encore une fois de la droite et des évêques que vient l'initiative : « Si vous ne cédez pas davantage, nous redescendrons dans la rue, pour une manifestation nationale, lors du débat parlementaire », préviennent-ils le gouvernement.

Trop, c'est trop : la droite a tout obtenu, mais elle en exige toujours plus !. Elle veut avoir le dernier mot et la dernière manifestation. Elle entend ramener la démonstration du 25 avril à un simple baroud d'honneur.

Alors, quand le gouvernement trahit, que les députés du PS et du PC se taisent et que la droite mobilise, il ne reste aux laïques qu'à franchir la dernière étape avant qu'il ne soit trop tard : la montée nationale, en masse, à l'Assemblée. Il y a urgence.

Nicolas Jeanson

COURRIER

« Le droit à l'instruction est inséparable du droit de travail »

« Je suis abonnée à Rouge, *et je trouve que la rubrique Ecole manque d'analyses »*, nous écrit Julia Marti, qui fut enseignante en Espagne et combattante de la guerre civile, aujourd'hui en retraite à Toulouse.

« Nous négligeons le fait que la seule solution pour aboutir à un grand service national public, laïque et efficace passe par la nationalisation du privé. » Le Programme commun de 1972 prévoyait *« que tous les secteurs de l'enseignement seraient réunis dans un grand service public unique et laïque dépendant du ministère de l'Education nationale »* et que *« les établissements percevant des fonds publics seraient en règle générale nationalisés »*. En 1981, le congrès du SNI se prononçait encore pour la nationalisation laïque.

Or, à la nationalisation la gauche a substitué la notion d'unification. *« L'unification est par définition un mélange, une mixture faite de transferts et de concessions. Ce qui en ressort, c'est la défaite de la laïcité, et l'introduction du principe de la concurrence dans le secteur de l'éducation. La privatisation de l'enseignement est au bout du processus. »* Pourquoi cette évolution ?

La lecture des divers projets et rapports du ministère Savary livre la réponse : *« L'enseignement devra coller à l'environnement économique et social, dans le cadre de la décentralisation, ce qui justifie l'adoption de strutures particulières capables d'orienter et contrôler l'enseignement et les enseignants. Dans cette réforme de l'école, quelle sera la place faite à l'instruction générale ? Jusqu'à quel point subira-t-elle les effets du conditionnement économique ? Que deviendra le droit à l'instruction pour tous ? Quelle garantie d'avenir pour les enfants des familles défavorisées ? »*

Et Julia Marti conclut : *« Le droit à l'instruction est inséparable du droit au travail. C'est pourquoi il faut considérer le problème scolaire comme un aspect de la lutte des classes, et l'intégrer aux revendications ouvrières. »*

SIDERURGIE

Ensemble ! Pour gagner !

Quel combat, pour que ça change ? Cette question, souvent posée aujourd'hui, traduit les premières leçons tirées des luttes : pour gagner, il ne suffit pas de rappeler « les engagements ». Mitterrand, le 4 avril, n'a-t-il pas choisi de rejeter ses projets en matière d'emploi et de réorganisation de l'industrie au service des travailleurs : « des erreurs de prévision ! »...

Sa volonté de ne rien céder des décisions récemment prises décourage beaucoup de ceux et celles qui sont aujourd'hui prêts à entrer en lutte : « A quoi bon perdre de l'argent, *entend-on souvent,* dans une grève vouée à l'échec ? »

Et pourtant oui, on peut gagner ! Gagner en faisant reculer les exigences patronales. Gagner en créant un rapport de force qui ramène les rassemblements de la droite à leur juste mesure. Mais cela ne se fera pas sans une activité de mobilisation réelle : pour être tous ensemble dans l'action comme on l'était, il y a juste trois ans, pour fêter la victoire du 10 mai.

Mitterrand, le gouvernement et les députés du PS et du PCF pourraient-ils, devant une action unitaire, des grèves et d'énormes manifestations ouvrières choisir de faire des cours d'économie à la mode de Raymond Barre ? Certes, ils résisteraient : le choix de chercher un accord avec le patronat est pour eux décisif... Mais que feraient-ils si la mobilisation prenait de l'ampleur, si dans toute une série de régions et de branches industrielles, nationalement, elle prenait la force de la grève générale de la Lorraine du 4 avril, de la marche des sidérurgistes du 13, des manifestations laïques du 25 ? La majorité du PS et du PCF serait contrainte de répondre : trahir ouvertement sa propre base sociale et politique ou abandonner ses plans au service des patrons.

Sur cette voie, les directions nationales des syndicats font obstacle. C'est donc malgré elles qu'il faudra développer la mobilisation.

En organisant démocratiquement toutes les luttes partielles pour que les travailleurs aient les moyens de diriger leurs combats, de formuler leurs exigences, comme l'ont fait ceux de La Seyne en demandant la nationalisation de leur entreprise. En développant la solidarité et en popularisant les luttes, malgré tous les moyens employés pour en dénaturer le sens par la presse de gauche qui s'est mise à imiter celle de droite... En favorisant, de toutes les façons possibles la rencontre et l'expression commune des travailleurs en lutte : la plupart du temps, ils adressent à leurs directions syndicales des exigences identiques mais sont laissés à leur isolement comme l'a montré « l'accueil » d'un genre très particulier réservé à Paris par les directions syndicales aux sidérurgistes lorrains le 13 avril.

Cette voie exige aussi de ceux qui veulent la victoire réelle des espoirs de changement qu'ils combattent les attaques sournoises en cours contre les immigrés et contre le droit des femmes à l'emploi. Car les attaques contre les secteurs les plus faibles des salariés, comme celles contre les chômeurs, sont inséparables de la politique capitaliste de gestion de la crise, aujourd'hui mise en application par la majorité du PS et du PCF.

Dans les combats de tous les jours pour arrêter les attaques, dans la préparation du « tous ensemble » pour le véritable changement, oui, « seul le combat paiera ! ».

Pierre Rème

Poursuivre l'action

Laurent Fabius, pour désamorcer l'agitation, a apporté en Lorraine l'annonce de quatre mille créations d'emplois, lors de son voyage le 26 avril dernier. Il l'a accompagné d'une promesse de « nouvelle concertation tripartite »... Tout cela reste cependant loin du compte ! Tant en Lorraine qu'à Fos ou dans les Ardennes.

En posant, le 1er Mai, la première pierre du train universel qui devait être construit à Gandrange, l'intersyndicale a montré, lors d'une manifestation unitaire de trois mille travailleurs, la volonté de poursuivre l'action. Mais, à Longwy, ce fut la division et l'absence d'un véritable 1er Mai : à peine trois cents personnes se réunirent-elles avec la CGT, qui exigeait que ce soit « autour du train-feuillard de Rehon »... Cet exemple illustre directement comment l'action, aujourd'hui, marque le pas.

Après le 13 avril et le refus gouvernemental, un risque de fractionnement existe à partir même du choix des objectifs de lutte : le retrait du plan acier concerne tous les sidérurgistes, et même ceux qui ne sont pas directement visés par les suppressions d'emplois décidées le 29 mars peuvent s'y retrouver. Mais il n'en est pas de même de la défense de chaque installation prise séparément : certains défendent leurs seuls emplois pendant que d'autres hésitent sur le bien-fondé et sur les chances de réussite d'une lutte de fait isolée. Or, le maintien de l'objectif de retrait du plan demande le maintien de cadres de centralisation de l'action.

4 000 pour 20 000

La façon dont les directions syndicales ont répondu aux *« premières avancées »* de Fabius répondent en partie à ce souci, même si aucune proposition d'action n'est faite. En effet, on peut lire dans le communiqué de la CFDT-sidérurgie et mines de fer : *« C'est une avancée mais ce n'est pas suffisant (...) il faut poursuivre l'action. »* Les exigences présentées comportent la revendication que *« la concertation prévue entre le gouvernement, les directions et les syndicats se tienne en Lorraine »*, que soit *« garanti l'avenir de la sidérurgie en Lorraine dans les trois secteurs (produits longs, plats et aciers spéciaux) »*, que soit *« apportée une modification des décisions de fermetures prises par le gouvernement, avec l'objectif de maintenir réellement une activité sidérurgique dans chaque bassin concerné »*. Cela revient à la revendication de retrait du plan décidé pour discuter sur d'autres bases. En effet, explique le même communiqué, *« ce sont les conditions minimales qui permettront de discuter de la diversification et de la reconversion »*.

En fait, même l'annonce de la création de 4 000 emplois ne règle rien : elle ne correspond en rien aux 20 000 suppressions d'emplois. Et restent de vagues promesses qui ont amené la revendication d'un contrôle de ces mesures par les organisations syndicales. Elles savent bien, en effet, que cela ne répond pas aux besoins des 100 000 chômeurs existant en Lorraine, ni aux suppressions d'emplois prévues dans la sidérurgie, d'autant que, pour un emploi supprimé dans ce secteur, ce sont deux ou trois autres qui disparaissent ailleurs dans la région...

Vireux en état de siège

Le plus sinistrement farceur, dans les propositions de Fabius, apparaît dans les Ardennes. A la recherche d'un nombre suffisant de « dossiers » pour pouvoir revenir en Lorraine, celui-ci a raflé tout ce qui traînait, y compris une entreprise de 75 emplois, la SEREBO, spécialisée dans les panneaux de construction pour le batiment : annoncée à Vireux pour remplacer une partie des 500 emplois de sidérurgie, elle *« sera déplacée »* — si elle existe un jour ! — en Lorraine. Les travailleurs de Vireux, apprenant cela le 17 avril, s'étaient mis dans une colère énorme : il y a un an, Mauroy leur avait promis *« une réelle reconversion »*, à laquelle ils avaient fini par se rallier faute de pouvoir trouver des perspectives à leur lutte alors isolée. Et voilà qu'aujourd'hui, alors que le plan social qu'on leur avait fait miroiter est loin de se réaliser, on transforme soixante-quinze de ces emplois en usine baladeuse...

On a donc assisté, durant plusieurs jours, au cycle d'affrontements : le secteur de Givet coupé du reste de la France, puis la riposte des CRS, bouclant toute la zone, supprimant l'électricité pour qu'aucune sirène n'appelle à la mobilisation, investissant l'usine et forçant des travailleurs relativement démoralisés à travailler sous leur surveillance. Cette démonstration toute militaire a, bien sûr, entraîné une réponse quelques heures après : les CRS se plaignent, après avoir été obligés de quitter l'usine, d'avoir trouvé une douzaine de douilles de 22 long rifle, sans que personne ait pu prouver l'existence réelle de coups de feu.

Voulant marquer le sens politique de toutes ces actions, les sidérurgistes de Vireux ont fabriqué un tampon qu'ils ont apposé sur toutes les lettres trouvées à Vireux : *« Un an déjà, Mauroy où sont tes engagements ? Pour la Chiers-Vireux. »* Le *« un an déjà »* est une allusion à l'« accord » intervenu et qui apparaît aujourd'hui comme une façon de se débarrasser du problème. Fabius en sera-t-il réduit à « reprendre » ce dossier aux Lorrains ?

Ugine très décidé

Au sud, à Fos, le gouvernement n'aura pas moins de difficultés qu'en Lorraine ou dans les Ardennes. Les travailleurs d'Ugine-acier, en effet, ont mis en place un collectif de surveillance intersyndical : dans le but de s'opposer à toute mesure préparant la fermeture de leur usine. En même temps, ils ont discuté de l'éventualité de maintenir la production même si le gouvernement ne change pas de décision. Dans ce but, ils se soucient aujourd'hui de prendre des contacts avec les clients afin de les conserver en leur faisant bien comprendre que la production sera assurée.

Quelles qu'en soient les formes, les diverses réactions dans les diverses régions et dans les bassins en Lorraine montrent bien comment l'exigence de retrait du plan d'acier reste d'actualité.

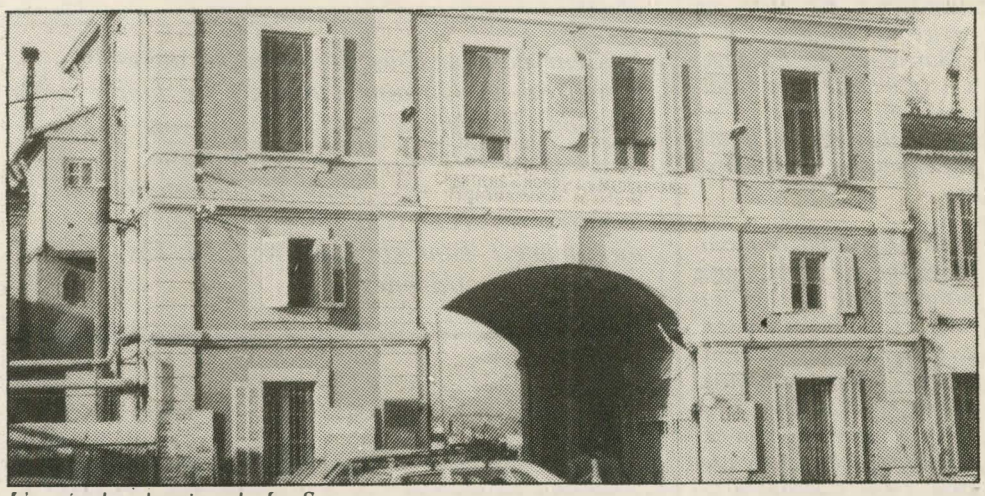
Pierre Rème

Le 1er Mai à Longwy.

CHANTIERS NAVALS

Inquiétude et colère

Après des mois de luttes, les patrons et le gouvernement infligent aux travailleurs des milliers de licenciements et visent particulièrement La Seyne. Face à cet acharnement les moyens de la riposte ne sont pas simples.



L'entrée des chantiers de La Seyne.

« Cette volte-face ne s'appuie sur aucune réalité, sape le reste de confiance que les travailleurs avaient pour ceux qui dirigent la France », déclarait Raymond Dimo, secrétaire de la CGT des chantiers de La Seyne, au lendemain de l'annonce du plan de restructuration des chantiers Nord-Méditerranée. De promesse gouvernementale, en démenti dans les faits, les vœux du patronat s'appliquent : conserver un seul chantier par façade maritime, supprimer deux sites sur cinq.

A Nord-Méd., plus de trois mille suppressions d'emplois ont été annoncées jeudi 26, pour un effectif actuel de 10 600 salariés. Dunkerque perdra plus de 700 postes, La Ciotat 300, La Seyne plus de 2 000, conduisant l'entreprise à « la mort certaine ».

Chez Alsthom-Atlantique, dont le plan sera dévoilé jeudi 3 mai, on s'attend à plus de deux mille licenciements. Le chantier de Dubigeon- Nantes (rattaché au chantier d'Alsthom Saint-Nazaire lors des nationalisations) sera vraisemblablement le plus touché, si ce n'est condamné à disparaître.

Le 1er mars 1984, Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la Mer, assurait que les cinq sites seraient maintenus, les effectifs réduits de 30 %. En 1982, il avait promis le maintien de la production navale à hauteur suffisante pour conserver le plein emploi. Si les plans annoncés s'appliquent, plus de cinq mille emplois sur les dix-sept mille seront supprimés. Dubigeon-Nantes et La Seyne seraient ramenés à un effectif de mille travailleurs ou moins, condamnés à disparaître à plus où moins bréve échéance.

Motif ? La crise, évidemment . Elle a bon dos. Certes le marché mondial de la construction navale s'est réduit de 130 millions de tonneaux de jauge brute (unité de mesure de la production navale) en 1974, à 30 millions en 1984. Les commandes potentielles existent, à La Seyne par exemple, premier chantier du pays à mettre au point la conception de bateaux par ordinateur. Lors de la livraison du *Fairsky*, paquebot de luxe, en avril, l'armateur était prêt à en commander deux autres du même type. Un de ses collégues, grec, a passer commande d'un car-ferry. Mais le gouvernement refuse d'examiner les montages financiers indispensables à la mise en chantier des commandes. Le gouvernement joue au capitalisme, tout en refusant d'assumer les frais de la concurrence. Les travailleurs paient la note. Quant aux actionnaires privés de Nord-Méditerranée, auxquels des crédits publics sont alloués par milliards, (le groupe Schneider, entre autres, possède 37 % du capital), ils sont tout occupés aujourd'hui à redéployer leurs fonds dans des secteurs plus rentables que la navale. L'absence de commande invoquée par les pouvoirs publics est bel et bien un prétexte.

Imposer les lois de la CEE

Les prétextes remis à leur place, le motif réel de la politique gouvernementale apparaît tout cru : imposer les restructurations décidées par la Communauté économique européenne dans le cadre du redéploiement de la production mondiale, de l'expansion des chantiers de Corée du Sud, du Brésil, du Japon...

La CGT des chantiers de La Seyne, comme celle de Dubigeon-Nantes proposent une logique diamétralement inverse : utiliser le potentiel de production des chantiers pour *« la satisfaction des besoins sociaux »* (cf. interviews dans *Rouge* des 17 février, 2 mars et 9 mars). Ils détaillent depuis des mois le nombre de bateaux qu'il leur paraît indispensable de construire pour répondre aux besoins du pays. Les chiffres qu'ils citent, définis en liaison avec les syndicats de la marine marchande, s'élèvent à plusieurs dizaines de navires, assurant le plan de charge des chantiers pour des années. *« Si on nous démontrait le contraire,* expliquait un responsable de la CGT Dubigeon, *on serait prêts à construire autre chose. Mais la démonstration reste à faire. »*

Une démonstration impossible

Elle le restera longtemps. *« On peut lire dans le rapport des travaux de la commission du plan pour la marine marchande paru dans le bulletin du Sénat,* précise un responsable de la CGT de La Seyne, *que le renouvellement de la flotte nécessiterait la construction de 25 à 30 bateaux neufs par an. »* (!)

97% des travailleurs du chantier de La Seyne ont approuvé le projet de loi de nationalisation du groupe Nord-Méditerranée, rédigé par l'intersyndicale. Celui-ci fixe la quantité de production nécessaire aux besoins, maintient le plein emploi. Adressé à tous les groupes parlementaires, il est resté, pour le moment, sans écho. La droite a diffusé un tract à La Seyne, condamnant les nationalisations. La gauche garde le silence. Qu'attendent les députés du PS qui contesteraient la politique actuelle comme le groupe parlementaire du PCF *« avec les travailleurs dans leurs luttes... comme au gouvernement »* ?

C'est *« au pied du mur qu'on voit le maçon »*. Les déclarations restent des mots en l'air, devant une simple évidence : aucun député n'a, pour le moment déposé le projet de loi, en débat, au Parlement. Le dossier est sans faille, la mobilisation sans répit. Reste la volonté politique de ceux que les travailleurs ont élus depuis trois ans...

« Pour le moment, on réfléchit », conclut un militant de la CGT. Les perspectives de riposte contre la condamnation à mort de La Seyne sont en effet loin d'être simples. Mobilisations locales et départementales massives, montée à Paris avec ceux de Dunkerque et de La Ciotat, tout où presque a déjà été tenté. C'est aujourd'hui la riposte commune à toutes les branches, frappées par les licenciements, qui paraît, à tous, indispensable. *« Et là les obstacles sont de taille. Il faudra une poussée massive à la base pour se faire entendre. »*

Michel Morel

A Dunkerque, au chantier naval, comme à La Seyne ou à Nantes c'est l'inquiétude et la colère.

CHIFFRES

170

Millions

Cent soixante-dix millions d'enfants africains sont menacés par la famine. La mortalité infantile dépasse le taux des 100 pour1 000 (10 pour 1 000 en France), dans trente-quatre pays d'Afrique noire. 70 % des habitants (trois cent cinquante millions) vivent au-dessous du seuil de pauvreté absolue, moins de quatre cents dollars par an.

10

Millions

Dix millions de Brésiliens, des enfants en majorité, sont morts de faim ou de malnutrition, durant les quatre dernières années, dans les régions nord-est du pays (trente-six millions d'habitants). Un million de paysans n'ont pas de terres. Quarante millions d'hectares sont en friche, qui appartiennent à des propriétaires de domaines de plus de cinq cents hectares chacun.

+4,3 %

C'est l'augmentation de la productivité industrielle pour 1983. Les licenciements économiques pour les titulaires d'emplois qualifiés ont augmenté eux de 50 % pour la même année, presque autant que la hausse des cours en bourse (+ 55 %). *« Les patrons sont formidables »*, s'exclamait le journaliste du *Quotidien de Paris*, Michel Drancourt, commentant les bénéfices en hausse des sociétés qui bouclent leur compte 1983...

43,1 %

Dans l'industrie japonaise, le salaire moyen féminin est égal à 43,1 % du salaire moyen masculin en 1983. Il a encore baissé par rapport à 1973, où il en représentait 46,5 % ! L'industrie japonaise compte plus de 40 % de femmes dans son effectif. Et dans la statistique sur les salaires ne sont pas pris en compte les salaires des quatre millions de femmes qui travaillent à temps partiel, donc à des salaires encore inférieurs. Une explication sans doute du miracle de la compétitivité de l'industrie japonaise ! Une voie pour les capitalistes européens. Le début de la barbarie pour le mouvement ouvrier.

SAMARITAINE

Le temps choisi par les patrons

Dans le contexte actuel où le « temps choisi » est avalisé par une partie de la gauche et par le gouvernement, les patrons du commerce se sentent pousser des ailes pour tenter d'imposer jusqu'au bout leur logique. L'exemple de la Samaritaine en est un signe inquiétant.

Fin mars dernier, la direction de la Samaritaine annonçait au comité d'entreprise la mise en place d'un nouvel horaire pour le 2 mai. Son objectif : supprimer la nocturne du mercredi jusqu'à 22 h, mais pour instaurer une fermeture plus tardive tous les autres jours (19 h ou 20 h 30, au lieu de 18 h 30). Pour cela, certains vendeurs et vendeuses voient leur temps de travail hebdomadaire allongé de deux heures trente sans aucune compensation salariale ; les temps partiels se voient imposer des horaires avec des coupures allant jusqu'à quatre heures dans la journée. Enfin, l'équipe travaillant du mardi au samedi doit obligatoirement assurer les deux nocturnes des mardis et vendredis jusqu'à 20 h 30.

Il va sans dire que la direction laisse peu de place au « choix » des travailleurs.

D'autant que pour ceux-ci la question même du maintien de l'emploi est une préoccupation brûlante : fermeture du dépôt du quai des Célestins en 1978, du magasin des Capucines en 1979 (moins cent emplois), de la filiale de La Défense (moins quatre cents emplois), mise en échec en 1982 par les syndicats CFDT et CGT d'un plan de deux cent cinquante licenciements, récemment vente à Euromarché du magasin de Rosny avec son personnel. Actuellement, l'abandon du secteur financier de la filiale La Semeuse de Paris est en préparation avec, à la clef, le licenciement des cent trente-cinq employés, suite à un ultimatum de la direction : *« Ou vous consentez à abandonner la moitié de votre salaire, ou nous demandons votre licenciement. »*

Voilà quelle est la logique du temps « choisi » par les patrons. Voilà comment elle s'applique de manière systématique dans un secteur à très forte main-d'œuvre féminine. Malgré les difficultés, les travailleurs et travailleuses de la Samaritaine ont réagi contre ces dernières mesures. A l'appel des syndicats CGT, CFDT et CFTC, deux débrayages de quatre heures ont réuni chaque fois plusieurs centaines d'entre eux, obligeant la direction à reculer d'un mois la mise en application du nouvel horaire.

Dans les entreprises qui restructurent (voir *Rouge* nº 1110), les exemples se multiplient d'application de la loi dite du temps choisi — flexibilité des horaires, extension du travail en équipe et du temps partiel avec réduction de salaire — avant même que celle-ci ne soit rendue publique.

Dans le commerce, où sont employées majoritairement des femmes, c'est une pratique courante du patronat que de jongler avec les diverses formules pour faire coïncider l'utilisation de la main-d'œuvre au mieux de ses intérêts. Cela se traduit pour les travailleurs et travailleuses par des conditions de travail et d'emploi dégradées, par une plus grande difficulté à s'organiser pour lutter.

L'application systématique du « temps choisi » et du temps partiel imposé vise essentiellement des emplois occupés par des femmes. Des statuts différents de travailleurs se multiplient ainsi selon le sexe, avec la division accrue qui en découle. Laisser faire, c'est accepter la logique des patrons. Il faut exiger des confédérations syndicales qu'elles prennent position : il faut une mobilisation unitaire de l'ensemble du mouvement ouvrier.

Les travailleurs et travailleuses de la Samaritaine montrent la voie : partout où le « temps choisi » ou le temps partiel imposé connaissent un début de mise en application, il faut y opposer la mobilisation unitaire des travailleurs pour la défense intransigeante de leurs conditions de travail et de leur emploi.

Sonia Folloni
Alain Véra

SANTE
Le statut et l'austérité

Des infirmières des hôpitaux publics ont participé par milliers aux manifestations du 24 avril avec les infirmières dites « libérales ». Ces dernières sont visées, en priorité, par l'annulation prononcée au Conseil d'Etat du décret précisant leur statut et leurs prérogatives, à la demande de la corporation médicale, médecins biologistes et laboratoires d'analyses en l'occurrence.

Mais cet épisode juridique soulève le mécontentement des 280 000 infirmiers et infirmières. Car il symbolise le fossé entre l'exigence d'une qualification de plus en plus poussée (trois ans après le bac), et la soumission, particulièrement dans les hôpitaux, à des conditions de travail très pénibles, à une hiérarchie particulièrement pesante.

Et si le problème juridique du statut se règle rapidement, rien ne sera résolu quant aux conditions de travail, aux rapports avec les médecins, avec les autres travailleurs de la santé. D'autant plus que l'austérité se fait sentir. 1983 a vu la première diminution réelle des dépenses de santé dans les hôpitaux. Les conditions de travail et de soins s'en ressentent. Les préparatifs du budget 1985, en cours, s'annoncent encore plus brutaux. Pas de création de postes dans les hôpitaux, augmentation de la masse salariale limitée à 5 %, annonce entre autres Bérégovoy dans une circulaire récente. Ces mesures, tour de vis supplémentaire, annoncent de nouveaux rendez-vous de lutte dans la santé.

CITROEN

Menaces et provocations

A Citroën, la direction multiplie menaces et provocations à la veille de l'envoi des lettres de licenciement.

Selon une tradition solidement établie, une vingtaine de soldats ont manifesté à Paris dans le défilé du 1er Mai. L'accueil fut très chaleureux au sein du cortège de l'UD CGT 75 et les mots d'ordre des soldats exigeant le retrait des troupes de RFA, du Tchad et du Liban repris massivement.

Avant la fin du mois de mai, 6 081 travailleurs de Citroën recevront leur lettre de licenciement ou leur avis de départ en préretraite. Un emploi sur trois supprimé à l'usine d'Aulnay, deux sur trois pour la production à Levallois.

Les patrons de l'automobile française rêvent à l'exemple italien où la direction de Fiat, depuis 1979, a supprimé cinquante mille emplois.

D'ores et déjà, il apparait que l'argument du sureffectif n'est qu'un vil prétexte qui ne résiste pas aux faits. Les cadences ne cessent d'augmenter à l'usine d'Asnières où il est prévu 385 suppressions d'emplois.

De même à Aulnay, où la surcharge de travail pèse sur les travailleurs, au point que sur certaines chaines, il manque des postes de remplaçants. La direction ne cesse les manœuvres de répression vis-à-vis des travailleurs combatifs et des délégués : mises à pied, déplacement d'un secteur à l'autre, affectation à des tâches de peinture... dans des locaux de l'encadrement. Cela a trouvé son prolongement dans l'interdiction de la journée portes ouvertes organisée par la CGT le 26 avril. Là, une fois de plus, la direction de PSA avait trouvé le renfort de la police... Trois mille CRS étaient sur les lieux.

La direction, aidée par le gouvernement, a fait miroiter depuis longtemps l'aide au retour aux travailleurs immigrés. Consultés, seuls 5,1 % d'entre eux seraient prêts au départ volontaire...

A Levallois, les provocations patronales ont atteint un niveau supérieur. De nombreuses bagarres entre militants CGT et membres de la CSL ont éclaté, un délégué de chaîne ayant même été frappé à coup de couteau, mardi 24 avril. A la suite de cela, l'atelier de peinture s'est mis en grève, ce qui a conduit la direction a déclarer quarante-huit heures de lock-out pour la production.

La CFDT-Citroën, qui proposait comme solution les trente-cinq heures avec diminution de salaire correspondante, a dû renoncer à publier les résultats d'une consultation qu'elle avait commencée sur Levallois. Cette proposition, qui est aussi celle de la direction de PSA, ne rencontre pas plus d'écho que l'« aide au retour ».

Plus que jamais, l'heure est à l'épreuve de force contre tout licenciement et pour les trente-cinq heures... sans perte de salaire.

Laurent Carasso

Rassemblement des travailleurs
26-27 mai
LE BOURGET
contre l'austérité
contre l'Europe capitaliste

26-27 mai : rassemblons-nous par milliers

Les dessins de cette page sont de Plantu. Ils sont tirés de « C'est le goulag », paru aux éditions La Découverte-Le Monde.

Contre l'austérité, contre l'Europe capitaliste

Rassembler ceux et celles qui luttent ? Personne ne le fait. Personne ne se propose de le faire ! Nous, nous le voulons ! Ceux d'Ugine Acier à Fos-sur-Mer ou ceux des mines de charbon de Carmaux, ceux de Talbot ou ceux des centres de tri PTT ont intérêt à échanger leur expérience, confronter leurs problèmes.

Ce rassemblement sera celui des luttes ouvrières. Expositions, forums, rencontres, stands... constitueront autant de points de rencontre de celles et ceux qui ont été au centre des luttes.

Les postiers des centres de tri, les Talbot, ceux de la sidérurgie lorraine, ceux de Renault-Cléon ou Billancourt auront à cœur d'exposer leurs propositions et leur expérience.

Tout cela parce que ce rassemblement entend contribuer à l'affirmation d'une force contre l'austérité et se veut une pierre à l'édifice du « tous ensemble ». Tout cela pour faire échec au patronat, pour imposer au pouvoir né du 10 mai une autre politique que celle de l'austérité anti-ouvrière.

Chômage, réduction de salaire, attaques contre les acquis : tel est le lot commun des travailleurs européens. La lutte contre l'austérité ne concerne pas que les Français, la lutte contre le patronat est une bataille internationale.

Les syndicalistes allemands de la DGB, de l'IG-Metall ont mené une campagne à l'impact sans précédent pour les 35 heures sans réduction de salaire. Ils ont emmené dans leur sillage la fédération de la métallurgie, six autres fédérations d'industrie du DGB. Ils ont imprimé un bulletin de campagne, qui a été quotidien à la fin de la bataille ! Ils seront présents au rassemblement.

Des représentants des dockers danois seront également là. Ils menèrent la grève contre les licenciements dans la navale, malgré l'action quotidienne d'une police anti-ouvrière plus qu'agressive.

Seront présents des membres des conseils de fabrique italiens. Les conseils de fabrique représentent l'immense majorité de la classe ouvrière italienne. En l'absence de réaction des appareils confédéraux, ces conseils de fabrique mènent la lutte contre l'attaque sur l'échelle mobile, principal acquis social italien de ces dernières années. Résultat, un mouvement d'ampleur inégalée... Et un premier recul du gouvernement dirigé par le socialiste Craxi.

Présents aussi des représentants de la lutte de la sidérurgie de Sagunto, dans l'Etat espagnol. Une lutte contre les licenciements qui mobilisa en solidarité toute la population de cette région.

Comment lutter, comment gagner sur l'emploi et les salaires ? Comment préserver les acquis et comment bloquer l'offensive patronale ? Comment faire échec à la politique d'austérité et contraindre le pouvoir de gauche à changer de politique ? Lieu unique et privilégié pour débattre et répondre à ces questions, le rassemblement a un parti pris : favoriser le tous ensemble, le mouvement général des travailleurs pour leurs revendications et leurs intérêts généraux.

Faites-vous inviter

Des collectifs locaux ou régionaux font la demande de pouvoir tenir un stand sur le thème pour lequel ils sont constitués. Il leur sera donné satisfaction dans la mesure de la place disponible. Pour tout contact : LCR, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil, collectif Rassemblement.

De Bordeaux à Lille

A travers les rassemblements locaux apparaissent les préoccupations des travailleurs. Celles des syndicalistes en butte à la passivité de leurs directions nationales et à la désaffection syndicale. Celles des travailleurs qui veulent s'y retrouver dans une situation où la gauche au pouvoir les trahit. Celles des militants d'autres courants du mouvement ouvrier qui veulent confronter leurs idées avec celles des militants de la LCR. Celles enfin des militants du PC et du PS qui cherchent une autre voie que la gestion gouvernementale de l'austérité. A travers les réunions locales, nous retrouvons tout cela.

Les réunions régionales montrent souvent la même préoccupation de travailleuses et de travailleurs, jusque-là électeurs et militants de la gauche traditionnelle, déçus par elle, qui cherchent une autre voie. Par exemple, ces femmes de service d'une cité administrative rouennaise, qui se sont inscrites pour venir à Paris pour y trouver une force organisée pour leur lutte de tous les jours.

L'échange des expériences de lutte est déjà fructueux. A Lyon, la réunion regroupa des militants de Delle-Alsthom, Jeumont-Schneider, Renault Véhicules industriels, Paris-Rhône, Vidéocolor, Thomson-Brandt, Elf-Feyzin. Comme ceux de Renault-Cléon ou de la SNCF à Rouen, ils débattirent de leurs luttes, de l'exigence démocratique des travailleurs de contrôler leur mouvement, de s'organiser en comité de grève, de faire des syndicats un outil pour le combat de classe.

Par quel bout prendre le gouvernement ? Quelle attitude avoir à son égard ? Comment battre sa politique d'austérité sans favoriser le retour de la droite ? C'est cela, le dénominateur commun de ces réunions. La plupart du temps, les camarades de Lutte ouvrière, invités, viennent et prennent part au débat avec la volonté collective de le faire aboutir. Discussion entre militants ouvriers proches, ils délaissent les polémiques stériles, privilégiant la démocratie ouvrière.

Et si, souvent, ils cherchent à opposer au nécessaire travail syndical leur conception des comités de grève, la discussion prouve que cette opposition est artificielle.

A Bordeaux, le 14 avril, ils étaient cent cinquante à se réunir et tenir le rassemblement de la ville. Quatre commissions ont été organisées, afin de mieux permettre la discussion. Ce rassemblement, comme les autres, montre que ce sont à la fois les sympathisants de la LCR, les syndicalistes qui sont les compagnons de la lutte de tous les jours mais aussi d'autres travailleurs, jusque-là éloignés de la LCR, qui viennent à de telles initiatives.

Ce qui est leur vocation.

Dans le Nord, une des régions les plus touchées par le chômage, les dernières mesures prises par le gouvernement sont synonymes de misère pour des dizaines de milliers de travailleurs. Ni les partis de gauche ni les syndicats ne font « leur boulot », même pas l'information minimum. Pour essayer de remplir ce vide, une idée a fait son chemin lors de la rencontre organisée samedi 28 par nos camarades lillois : la mise sur pied d'un groupe de recherche et d'information sur le chômage.

Il est pourtant difficile à une première réunion de déboucher sur des actions communes, d'autant plus que les débats étaient nombreux entre les cinquante participants, militants et sympathisants de la LCR, camarades de Lutte ouvrière, de la Gauche alternative et du PCML, qui avaient bien voulu participer au rassemblement.

Après un tour d'horizon des grandes luttes récentes auxquelles ces militants ont pris part (tri PTT, Massey-Ferguson, etc.), la discussion s'engageait autour des axes revendicatifs, de la combativité des travailleurs, des obstacles rencontrés au cours des luttes. Un large accord s'est dessiné pour favoriser la création de comités de grève, afin que les travailleurs prennent leurs luttes en main. L'organisation syndicale n'en demeure pas moins incontournable. Le développement de courants d'opposition en leur sein reste le seul garant de perspectives de luttes unies.

Plan alternatif, plan d'urgence, programme de transition... Les débats étaient vifs l'après-midi à propos des réponses nécessaires en riposte aux mesures gouvernementales. Mais tous ont insisté sur la mise en œuvre d'une autre politique qui conduise à une rupture réelle avec le capitalisme.

Une journée bien remplie, des débats à poursuivre, pour une réunion dont l'écho était resté limité.

Les luttes et aussi les débats

La crise économique suscite des analyses diverses, entraînant des attitudes variées pour les revendications et leur contenu, pour les luttes elles-mêmes.

Nous ne demandons que de confronter démocratiquement nos réponses à d'autres positions qui traversent les rangs syndicalistes. C'est pour cela que nous avons invité des économistes comme S. C. Kolm, B. Coriat et d'autres encore. De ces débats naît la clarification nécessaire.

Des organisations comme Lutte ouvrière ont été contactées pour organiser avec nous ce rassemblement. Lutte ouvrière a refusé. Mais elle sera présente comme elle l'est dans les rassemblements régionaux.

Nous avons cherché et nous continuons de chercher à inviter tous les militants ouvriers, toutes les équipes syndicales, tous les travailleurs qui cherchent à se battre.

Aucune restriction, aucune sélection : ce rassemblement est ouvert à celles et ceux qui, dans le mouvement ouvrier, veulent lutter et débattre.

Les deux jours du Bourget

Comment cela va se passer ?

Ce rassemblement est un lieu de débats et de rencontres. Celles des luttes et celles des forces ouvrières des révolutionnaires. Toutes les organisations révolutionnaires seront là : Lutte ouvrière, le PCML, la Gauche alternative, l'UTCL, la LOR... Mais c'est d'abord le débat entre travailleurs que nous privilégierons.

Voilà pourquoi ces forums du samedi après-midi et du dimanche matin. Voilà pourquoi la variété des thèmes. Pas de messe rouge. Des débats.

Mais le micro balladeur lors des forums ne sera pas le seul moyen. Les stands et expositions des cellules ouvrières de la LCR seront autant de points de discussion avec leurs militants.

Le meeting international du samedi soir, le meeting de clôture du dimanche après-midi sont là comme une synthèse des débats.

On ne va faire que parler ?

Stands de restauration légère, traditionnelles buvettes seront au rendez-vous. Mais il est vrai que l'accent est plus mis sur les rencontres de travailleurs que sur l'aspect « fête ».

Pour autant, les camarades des JCR organisent une fête, le samedi soir. Et une partie spectacle précédera le meeting de clôture du dimanche.

Que faire des enfants ?

Une garderie sera organisée tout au long du rassemblement. C'est évidemment une condition pour que beaucoup viennent dans de bonnes conditions au rassemblement.

D'où vient l'argent ?

Comme toutes les initiatives de la LCR, il vient de ses militants, de ses sympathisants. Mais le Bourget est un projet ambitieux, à la hauteur de nos moyens ; il nécessite une participation à la souscription de celles et ceux qui veulent sa tenue et sa réussite.

Cette souscription sert à couvrir les frais du rassemblement. Elle sert à donner aux travailleuses et travailleurs de tout le pays les moyens de monter, en levant l'obstacle de l'argent pour le voyage, l'argent pour l'hébergement, l'argent pour débattre et se rencontrer.

Qui viendra ?

Tous les invités n'ont pas encore répondu. Nous poursuivrons la liste dans chaque numéro du journal. Mais d'ores et déjà pour les forums seront présents :

- Au forum contre la militarisation : le Mouvement de la paix et le Codène.
- Pour le forum contre le racisme et pour l'égalité des droits : Le Cedetim, le MRAP, la FASTI et toutes les organisations rassemblées dans le CAIF, dont l'AMF, l'ATMF, l'ATT, l'ATAF, l'UTIT, le CTA...

Seront présentes, bien entendu, beaucoup de sections de la IVe Internationale. ●

Souscription 84

Objectif 500 000F

Il y eut beaucoup à faire ces dernières semaines et on peut comprendre que la souscription ait pris quelque retard. Maintenant, nous sommes dans la dernière ligne droite : dans quatre semaines se tiendra ce grand rassemblement contre l'austérité que nous avons voulu contre tous ceux qui ne voient l'issue de la crise que sur le dos des travailleurs et des travailleuses.

Pour réussir ce rassemblement, il nous faut les moyens financiers minimum. Dès cette semaine, tout le monde doit s'y mettre et montrer encore une fois que la Ligue, ses sympathisants et sympathisantes savent être présents dans les mobilisations et mettre les bouchées doubles pour faire rentrer une souscription nécessaire à son action. Nous l'avons montré dans le passé, nous devons en faire la preuve encore une fois.

Alors, toutes et tous, faisons dans les jours qui viennent la première de nos tâches !

Collecté par les cellules

LCR Beauvais	
Travailleur DBA	200
Parents de militante	150
Patricia	50
Jules	50
Dominique	100
Dedi	100
LCR Chamléry	
Bernard et Claude, de Moutarer	50
Marie-Christine, de Cheylas	50
Lucien, de Cheylas	10
Sympat. dir. dép. travail	50
Philippe, Alsthom Aix-les-Bains	50
Enseignants Chambéry	250
Evelyne et sympathisant(e)s secteur social	150
Philippe et sympatisant(e)s sect. social et santé	255
LCR Tours	
Patrick, cheminot	50
Patrick, instituteur	100
Bruno	120
Eric	50
Cinq enseignants	350
Des jeunes	30
LCR Quimper	
J.-P., hospitalier Kemper	100
J.-M., enseignant Kemper	50
D., éducatrice Quimper	30
Jakez, Douarnenez	30
LCR Brest	410
Cellule Rhône-Poulenc	300
LCR 78	1 415
LCR Tarbes	100
Le Petit Rouge du Périgord	300
LCR Dordogne	300
LCR Rueil	
Georges, ex-milit. LCR, pour une campagne, une grève nationale de 24 heures	100
Françoise	50
Youssef	50
Jean-Luc	50
Jean-Paul	50
LCR Dunkerque	
D. H.	20
F. et G., employés	20
Pierre	50
Claire	50
LCR Tarn	
Gilles, mine Carmaux	150
Patrick, chômeur Carmaux	150
Fabienne, Sécu Carmaux	150
Michel	50
Lucien, prof. Castres	150
Annie, infirmière Castres	150
M., textile Castres	40
Michèle, Castres	50
Christine, institutrice Castres	50
Total	6 680

Reçu à Montreuil

Saint-Germain-en Laye, Michel	100
Paris, Gérard, « Nicaragua libre »	200
Paris 19e, Roger, « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous »	100
Agen, Monique	50
Issy-les-Moulineaux	
Joséphine	50
Gien, un ex. toujours lecteur de *Rouge*	150
Total	650

Ancien total	**25 400**
Reçu à Montreuil	**650**
Collecte LCR	**6 680**
Nouveau total	**32 730**

Nom : _____

Prénom : _____ Profession : _____

Mention brève : _____

Je verse : _____ F

(cheque à l'ordre de la LCR)
A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

Maire s'agenouille devant la propriété

« Dédramatisons nos révisions », a déclaré un Edmond Maire très terne et fuyant les questions à la conférence de presse où il présentait les résultats du conseil national confédéral. Un signe évident du faible écho de ses thèses parmi ses militants. Et aussi une confirmation : c'est en jouant « la force tranquille » partie avant tout le monde dans le débat qu'il compte préparer le congrès confédéral de mai 1985.

Edmond Maire entouré de prestigieux patrons.

Edmond Maire s'est lancé dans un « coup politique » : transformer les défaites syndicales de la direction de la CFDT en victoire politique pour les idées que celle-ci défend. Fuite en avant ? Par certains aspects, oui. Après avoir bradé les revendications au nom d'une « priorité à l'emploi » tout en reportant l'échéance des « trente-cinq heures en 1985 », il voit arriver le prochain congrès confédéral, en 1985 justement, sans grands résultats à son actif. Pour gagner son congrès, il cherche donc à décourager ses opposants avant même que le débat ne soit ouvert. D'où, en bon tacticien, une surenchère : « C'est comme ça parce que ça ne peut être autrement », veut-il ancrer dans la tête des militants.

Il lui faut cependant, au passage, briser une certaine identité de la CFDT. Et, pour reprendre l'expression de *Libération* du 24 avril, *« tout passe à la moulinette »*...

On parlait d'« expropriation » des propriétaires des grands moyens de production et d'échange pour que les travailleurs puissent maîtriser les entreprises ? *« Nous confirmons bien*, concède Maire, *que l'entreprise privée ou publique reste un lieu où les salariés sont dominés »* (*Syndicalisme hebdo* du 19 avril). Mais il précise, dans son rapport au CNC (1), que les chefs d'entreprise devront rester des « partenaires » dans le cadre de la « propriété sociale » des moyens de production : *« Des rapports contractuels*, précise-t-il, *s'établissent entre toutes les parties concernées : Plan, région, chef d'entreprise, collectivité des travailleurs. Ces rapports répartissent les attributs actuellement attribués à la propriété en fonction de ce que chacun apporte de spécifique à la collectivité. »*

Liberté, chère liberté !

Pour ne pas se priver de l'« apport spécifique » des patrons, l'entreprise se voit maintenant définie comme *« un lieu de coopération conflictuelle »* (*Syndicalisme hebdo*, 19 avril). Et cette notion est décisive, aux yeux d'Edmond Maire : *« Pour notre action et notre efficacité, il est très utile que nous comprenions la logique de l'autre. Par exemple dans la fonction du chef d'entreprise. »* Comprendre la logique patronale pour mieux lutter, peuvent se demander, pour se rassurer, quelques lecteurs ? Mais non. Maire enfonce le clou : *« Justement parce que nous voulons une société pluraliste,* (...) *nous reconnaissons et souhaitons la liberté de ceux qui pensent autrement. »*

Et cette liberté patronale ne se marchande pas plus qu'elle ne se divise ! Quitte pour cela à « changer » l'objectif défini par la CFDT depuis longtemps, celui d'une planification démocratique permettant la démocratie entre travailleurs, de la base au sommet, par l'autogestion socialiste... *« La planification démocratique*, rappelle Maire, *est un principe toujours aussi important pour impulser une évolution sociale positive »* (*Syndicalisme hebdo*, 19 avril). *« Mais*, ajoute-t-il aussitôt, *dans une économie aussi ouverte que la nôtre* (...), *elle n'a plus les mêmes formes que celle que nous avions décrite il y a déjà, sur ce point, vingt-cinq ans. »* Or, une chose est de constater le poids accru des multinationales « françaises » ou « étrangères » et une autre d'« oublier » que le texte d'il y a vingt-cinq ans, auquel Maire fait allusion, comportait la volonté d'une *« contestation du pouvoir capitaliste international* (2) *»*.

Fausses leçons

Décidée à se plier aux règles du marché capitaliste, la direction CFDT, tout en « révisant » les acquis théoriques passés de la centrale, en tire toutes les conséquences. Dans une totale hypocrisie, tant sur le plan d'un premier bilan de la majorité de gauche qu'au point de vue de ses relations avec les partis.

Qu'on en juge. D'une part, après avoir refusé la moindre perspective de mobilisation sociale d'ensemble face aux pressions patronales et aux décisions prises par le PS et le PC, elle prétend aujourd'hui découvrir *« une grande leçon stratégique »* : *« les limites d'une évolution essentiellement impulsée et contrôlée par l'Etat »* (*Syndicalisme*, 19 avril). D'autre part, alors que la crise de confiance envers les partis de gauche vient de leur trahison des espoirs ouvriers, la direction CFDT, elle, fait semblant de craindre *« n'avoir pas toujours suffisamment respecté les diversités de nos adhérents »*... Et elle en conclut qu'il *« est souhaitable que nous rencontrions aussi les élus ou les partis d'opposition »*.

On est loin, on le voit, d'une CFDT qui affirmait, en 1977, même avec des revendications trop limitées, vouloir *« mobiliser en pleine indépendance pour les revendications »* et pour *« avancer vers le socialisme autogestionnaire »*, loin d'une CFDT qui condamnait la recherche d'*« aménagements de type social-démocrate »*... Mais, nouveauté, cet abandon-là aussi est maintenant revendiqué par la direction.

« La dérive totalitaire des pays de l'Est a gravement affaibli le caractère mobilisateur du projet socialiste », souligne Edmond Maire. Comme s'il s'agissait d'une nouveauté ! Alors que depuis bien plus de vingt-cinq ans la minorité CFTC puis la CFDT se sont réclamées, « contre la bureaucratie à l'Est », d'un projet qui visait à mobiliser les travailleurs *« pour un socialisme démocratique »*. Un tel « changement » dans l'expression de la CFDT n'a rien de « naïf » : il vise à imposer l'idée d'une acceptation du patronat et de la propriété privée des moyens de production comme une « garantie » contre le « totalitarisme ».

Pari politique

En pratique, Edmond Maire a donc lancé une bataille politique décisive : il veut une CFDT intégrée dans les « espaces de liberté » concédés par le système capitaliste et en rupture avec les objectifs socialistes qui ont forgé son identité. Son calcul tient en trois éléments. Il espère que, isolés sans perspective d'ensemble, les sections et les syndicats soient forcés à une simple activité de « négociation décentralisée » qui leur donne une pratique « recentrée », sans but d'ensemble. Cela, à la longue, peut fournir un terrain favorable à l'idée de *« mettre l'idéologie en rapport avec ce qu'on fait »*. Afin de peser en ce sens, le lancement rapide du débat du congrès confédéral a pour fonction de marteler le thème pendant longtemps pour l'imposer et décourager les opposants. De plus, plane sur l'ensemble l'espoir de voir une rupture consommée au plus tôt entre le PS et le PC. Selon Edmond Maire, elle donnerait tout son poids aux « différentes cultures » au sein du mouvement ouvrier.

Ce calcul politique, cependant, demeure un pari : il risque fort de provoquer une réaction d'autant plus forte de tous ceux qui ne veulent pas voir brader leurs objectifs et qui les défendent dans les luttes et l'activité syndicale.

Pierre Rème

1. Le CNC est le conseil national confédéral, réunissant une sorte de parlement de la CFDT, dont l'essentiel des membres sont désignés dans des conditions qui en font la réunion de l'appareil plus que la représentation réelle des syndicats.
2. Le rapport « Pour une planification démocratique », présenté par Gilbert Declercq, a été adopté en 1959 au 30e Congrès confédéral.

En juillet, deux stages de formation

Cet été, dans un cadre agéable et de bonnes conditions de travail, consacrez une semaine à la formation politique. Comme les années précédentes, nous organisons des stages de formation élémentaire, ouverts aux camarades sympathisants de la LCR, lecteurs de *Rouge*, toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

Les stages se déroulent dans le Midi (dans la grande région de Toulouse). Le logement se fait en chambre de deux, trois, quatre places. Le prix est de 800 francs, tout compris. Chaque stage commence le samedi à 19 heures avant le repas et se termine le samedi suivant dans l'après-midi. Le premier stage se tient du 30 juin au 7 juillet, le second du 21 juillet au 28 juillet. Pour le premier stage, une crèche-garderie est organisée.

Voici quelques-uns des thèmes traités : les enjeux de la situation politique actuelle ; la social-démocratie et le PS ; le stalinisme et le PC ; la lutte contre l'oppression des femmes ; la crise du capitalisme ; la révolution politique dans les pays de l'Est ; internationalisme et internationale ; stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés...

L'on travaille de la façon suivante : exposés en assemblée générale et discussions en petits groupes pour permettre d'approfondir les thèmes abordés. « Commissions à la carte » afin de permettre d'aborder d'autres sujets que ceux prévus dans le programme.

Adieu, Pierre !

Vendredi 27 avril, nous avons rendu hommage à notre camarade Pierre Frank, lors de son incinération au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

« *La biographie politique de Pierre Frank se confond avec l'histoire de la IVe Internationale* », devait dire Ernest Mandel dans son dernier hommage devant le cercueil de Pierre.

L'histoire passée et présente de l'Internationale, l'histoire de ce que furent les combats de Pierre Frank était symbolisée de manière frappante par le cortège des mille cinq cents personnes qui avaient tenu à l'accompagner depuis la place de la Nation jusqu'au Père-Lachaise.

Par centaines, les militants et sympathisants de la LCR de la région parisienne avaient quitté leur travail pour être présents. A leur côté des délégations de nombreuses sections de l'Internationale.

Mais aussi parmi la foule, d'autres étaient venus portant témoignage des étapes importantes de la lutte révolutionnaire : Vladi, fils de Victor Serge, arraché en 1936 des geôles de Staline par une intense campagne de solidarité, aujourd'hui peintre réputé au Mexique.

Mohamed Harbi, dirigeant du FLN en 1958, lorsque les trotskystes furent les premiers à lever le drapeau de l'Internationale au côté de la révolution algérienne.

Zbigniew Kowalewski, dirigeant de Solidarnosc en exil, militant menacé d'expulsion il y a encore quelques jours par le gouvernement et maintenu en France par le rempart de la solidarité.

Lautaro Sandino, dirigeant des Jeunesses sandinistes, en voyage en Europe avec son camarade Alvaro Porta et dont la gerbe avait été posée sur le cercueil de Pierre.

Ils s'étaient tous mêlés dans le défilé qui avait rejoint le cimetière en reprenant les vieux chants révolutionnaires du mouvement ouvrier derrière de longues colonnes de drapeaux rouges.

Nos camarades de Lutte ouvrière avaient tenu aussi à apporter leur hommage et une très nombreuse délégation était présente au côté d'Arlette Laguiller et d'autres dirigeants. L'ensemble des groupes trotskystes avaient aussi envoyé des représentants.

On distinguait aussi parmi la foule d'anciens militants ayant divergé depuis longtemps d'avec notre combat ou d'autres représentants du mouvement ouvrier et démocratique : David Rousset, Fred Zeller, maître Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, Marcel Francis Kahn, Jean Maitron, historien du mouvement ouvrier, Jacques Toublet du Syndicat des correcteurs. Présent aussi le dessinateur Wiaz.

Au premier rang de tous et de toutes, Marguerite Métayer, compagne de Pierre, militante ouvrière dès sa jeunesse, ayant rejoint le combat trotskyste aux heures noires de la guerre. L'Internationale et la LCR tiennent une fois encore à lui apporter ici témoignage de leur solidarité militante.

Plusieurs dirigeants de notre mouvement devait rendre un dernier hommage à Pierre, avant son incinération : Ernest Mandel, au nom du Secrétariat unifié de la IVe Internationale ; José Iriarte Bikila, dirigeant basque de la LCR-LKI, emprisonné plusieurs années sous le franquisme ; Barry Sheppard au nom du SWP des Etats-Unis ; Jakob Moneta, dirigeant de la section allemande, ancien responsable du journal de l'IG-Metall ; Charlie Van Gelderen, ancien militant en Afrique du Sud, venu apporter le salut de la section britannique ; et enfin notre camarade Alain Krivine.

Photo du haut :

Au premier rang, on remarquait la présence de : André Calvès, A. Fichaut, Charles Michaloux, Alain Krivine, Marguerite Métayer, Ernest Mandel, Rodolphe Prager, Raymond Molinier, Barry Sheppard.

Ingouvernable Liban

Bien qu'il ne soit plus sous les feux de l'actualité, le Liban est toujours en proie à une intense guerre civile. Les contingents impérialistes de la Force multinationale ont tous quitté le pays, ne laissant derrière eux que quelques observateurs impuissants. Les manœuvres visant à les remplacer par des troupes des Nations-Unies ont échoué. Après la défaite militaire de l'armée gouvernementale, le pouvoir central libanais est passé sous le contrôle de la Syrie.

Confirmé dans son statut de puissance régionale, le régime d'Hafez el Assad s'est efforcé de défendre le statu quo *et de prouver aux puissances occidentales qu'il était seul capable de préserver leurs intérêts dans cette zone stratégique. Il a multiplié les pressions sur l'opposition afin de la contraindre à accepter la restauration de l'Etat libanais. Les secteurs arrachés aux forces chrétiennes fascisantes ont été placés sous le contrôle des unités musulmanes de l'armée. Parallèlement, toutes les milices antigouvernementales devaient évacuer Beyrouth-Ouest.*

L'annonce, le 30 avril, de la formation d'un gouvernement d'union nationale est une nouvelle illustration de cette volonté de remise en ordre. Placé sous la direction de Rachid Karamé, allié de Damas et l'un des principaux représentants des féodaux sunnites — qui, avec la bourgeoisie maronite, sont les principaux bénéficiaires du Pacte national de 1943 — ce cabinet est un modèle de conservatisme. Certes, ministres chrétiens et musulmans y figurent en nombre égal. Mais cela ne fait que confirmer la position dominante de la droite chrétienne. Ainsi, les chiites (qui représentent 40 % de la population) ne se voient attribuer que deux portefeuilles, soit autant que les maronites, pourtant deux fois moins nombreux. De surcroît, le poste le plus important (la Défense) revient à un de ces notables chiites qui, dans le passé, ont toujours fait bloc avec les possédants chrétiens.

A l'inverse, Nabih Berri, chef du mouvement Amal — grand vainqueur de la confrontation avec les phalangistes et principale force de l'opposition — n'obtient qu'une attribution symbolique : les Ressources hydrauliques et électriques. Autant dire rien ! Car, dans les faits, cette fonction le placera en dehors du centre réel de décision constitué par le Conseil de défense. Ce dernier ne réunit autour du président de la République et du Premier ministre que les ministres des Finances, de la Défense et des Affaires étrangères. C'est à cet organisme que sont notamment confiés les problèmes du Sud-Liban, occupé par l'armée israélienne et où vivent la majorité des chiites libanais.

En dépit des pressions de Damas qualifiant l'équipe Karamé de « nationaliste et courageuse » et du caractère bourgeois de son programme, Nabih Berri ne pouvait accepter une solution qui revenait à le marginaliser. Le leader d'Amal disposait de marges de manœuvre d'autant plus étroites que, sur le terrain, les milices chiites sont en position de force et qu'elles ne sont probablement pas disposées à accepter un accord qui transformerait leur éclatante victoire militaire en défaite politique sordide.

La tentative de Rachid Karamé a donc toutes chances de faire long feu. Plus que jamais, la seule solution conforme aux intérêts des masses libanaises passe par le renversement du régime d'Amine Gemayel et la formation d'une Assemblée constituante appuyée sur la mobilisation populaire. Mais, aucune des principales forces de la gauche libanaise n'entend s'engager dans cette voie. L'instabilité ne peut dès lors que s'accroître.

Christian Picquet

Les Brésiliens, à Sao Paulo, devant le panneau annonçant le résultat des « directes ».

BRESIL

« Les élections directes, maintenant »

Malgré la mobilisation de cinquante millions de Brésiliens, les députés n'ont pas adopté l'amendement pour l'élection présidentielle au suffrage direct. La question reste posée : comment en finir avec le régime militaire.

Vingt-deux voix ont manqué pour que le Congrès adopte l'amendement constitutionnel instaurant l'élection présidentielle au suffrage direct. L'opposition n'a rallié à sa proposition que cinquante-cinq députés du Parti démocratique et social au pouvoir. Il en fallait soixante-seize pour atteindre la majorité requise des deux tiers.

Le vote a eu lieu dans la nuit du 25 au 26 avril dans la capitale, Brasilia, quadrillée par la police militaire et six mille hommes de troupe en état de préalerte après les mesures d'urgence décrétées pour soixante jours par le président Figueiredo. C'est la réponse des militaires aux gigantesques manifestations qui, depuis quatre mois, ont secoué le pays. Quatre mois au cours desquels cinquante millions de personnes se sont mobilisées autour du mot d'ordre *« Direitas, Já ! » (élections directes, maintenant).*

Cinquante millions, c'est-à-dire 40 % de la population, 86 % du corps électoral, réunis dans des rassemblements sans précédent. Tout a été bon pour réclamer ces élections directes et non la simple désignation du futur président par la Chambre où les héritiers du coup d'Etat de 1965 ont la majorité : badges, vêtements de couleur jaune, la couleur des « directes », chansons et même « symphonie électorale » composée pour la circonstance.

La volonté d'en finir

Les partis d'opposition, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, 200 sièges contre 235 au PDS), le Parti démocratique travailliste brésilien mais aussi le Parti des travailleurs ont jeté leurs forces dans la bagarre. Autour de cette revendication se sont cristallisées non seulement les aspirations démocratiques mais également le bilan de faillite de la junte. Des régions entières touchées par la famine, quarante millions de personnes dans un état de misère absolue comme le rappellent les émeutes de la faim périodiques. La dette extérieure atteint presque mille milliards de dollars et la main du FMI prend le pays à la gorge.

Le déploiement militaire avait pour fonction de ne pas faire voter le Congrès, et en particulier les députés gouvernementaux, sous les yeux des masses brésiliennes. La censure a été imposée sur la télévision et les radios, les réunions ont été interdites. Malgré ces intimidations, des rassemblements ont pu avoir lieu à Brasilia même.

Dans les grandes villes, des milliers de personnes ont suivi les votes comptabilisés nominalement par député, sur d'immenses panneaux. La veille du vote, des concerts de klaxons, de casseroles donnaient à l'attente des résultats l'ambiance des finales du Mundial.

Après le rejet de l'amendement

La déception est à la hauteur des espoirs soulevés. Si l'explosion ne s'est pas produite aussitôt connu l'échec, la mobilisation pour en finir avec le régime militaire ne s'est pas évaporée. L'opposition s'était unie, toutes tendances confondues, sur la question de l'élection au suffrage universel. Le moyen d'y parvenir apparaissait à portée de la main. Les réactions immédiates à l'annonce du rejet de l'amendement faisaient place à la mobilisation des travailleurs face aux tentations de compromis d'une partie de l'opposition. *« La grève générale fera tomber le général ! »*, scandait la foule devant les panneaux. Après le 26 avril, reste posée la question des moyens de remporter l'épreuve de force. C'est un test décisif pour l'opposition.

Jean-Jacques Laredo

PARAGUAY...

Une dictature oubliée

La plus ancienne dictature d'Amérique latine fête ses trente ans d'état de siège. Un triste record pour le général Stroessner. Le patriarche va vers son automne.

Le 4 mai, le général Alfredo Stroessner célébrera le trentième anniversaire du coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir à Asuncion. Il dirige sans partage la plus ancienne dictature d'Amérique latine et reconduit l'état de siège tous les trimestres depuis trente ans.

Sous le « stroessnisme », le pays vit « une longue paix » assurée par l'emprisonnement sans procès et la torture. Plus de trois cent mille personnes ont ainsi connu la prison : un Paraguayen sur dix.

De nombreux opposants ont dû choisir l'exil. Le tiers de la population vit à l'extérieur du pays et la plus grosse concentration urbaine de Paraguayens se trouve aux environs de Buenos-Aires. Pour ceux qui restent les menaces pèsent. Le seul journal indépendant du pays, *ABC-Color*, a été suspendu au mois de mars et des journalistes poursuivis. Pour le régime de corruption généralisée, c'est le « prix de la paix ».

La conjoncture économique est cependant morose. Si la construction des barrages d'Itaipu avec le Brésil et de Yacyreta avec l'Argentine sont des facteurs dynamisants, le déficit de la balance commerciale s'est accru pour atteindre les trois cent cinquante millions de dollars et la dette extérieure totalise 1,3 milliard de dollars.

Appuyé sur le Parti Colorado, l'armée et la police, Stroessner a voulu geler la vie politique et se maintenir au pouvoir jusqu'à la fin de ses jours. Un tel homme providentiel, « désigné par la prédestination divine » est en même temps le talon d'Achille d'une dictature taillée à ses mesures.

J.-J. Laredo

Le comité France-Paraguay (16, avenue de l'Observatoire 75006 Paris) organise une marche symbolique le 4 mai à 18 h de l'Ecole militaire à l'ambassade du Paraguay.

L'ENJEU DES ELECTIONS EUROPEENNES (1)

Un Parlement dans quel but ?

Le Parlement européen constitue un jalon vers l'unification des orientations économiques, monétaires, mais aussi militaires, judiciaires et sociales des bourgeoisies européennes. De ce point de vue, son existence et le développement des politiques d'austérité vont de pair.

Les chefs d'Etat des différents pays de la CEE, lors de leur dernière rencontre à Strasbourg le 19 mars 1984.

Le 17 juin prochain, les populations des dix pays membres de la Communauté européenne seront appelées aux urnes. Curieux scrutin en vérité. Car, il s'agit de désigner un organe sans pouvoir réel.

On aurait cependant tort de considérer cette échéance comme une simple mascarade. Certes, les bourgeoisies européennes y voient une occasion commode de détourner l'attention des travailleurs des grands problèmes auxquels ils sont confrontés. Mais l'objectif fondamental est ailleurs. L'existence, depuis 1979, d'une institution élue au suffrage universel, doit permettre aux possédants des dix pays, d'avancer dans la mise en œuvre de projets susceptibles de garantir leurs intérêts et de briser le front des classes ouvrières. De ce point de vue, le développement des politiques d'austérité dans chacun des Etats et la mise en place d'un tel organisme vont de pair.

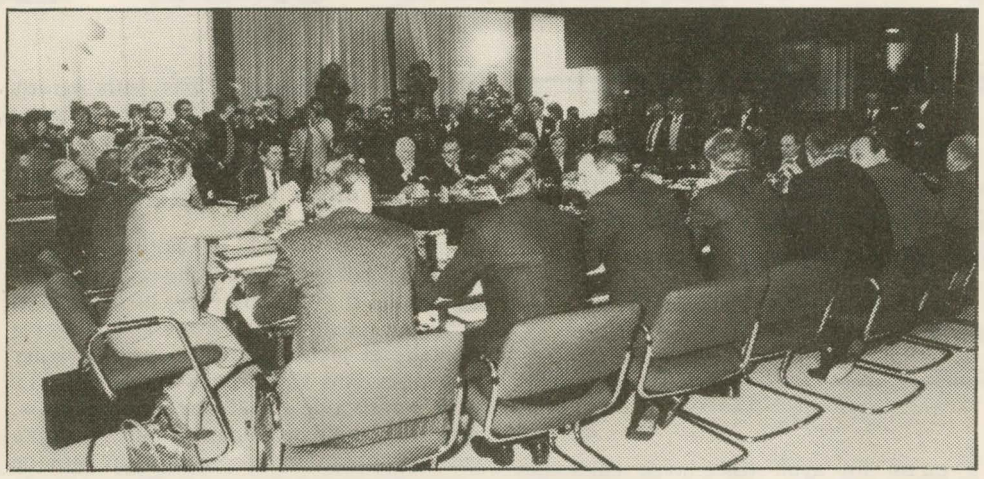
Inévitable supranationalité

La mise en place d'institutions supranationales est la conséquence inévitable de la concentration européenne des capitaux, de leur interpénétration, de la dépendance des grandes firmes à l'égard des transactions communautaires. La part des exportations allemandes dans le PNB atteint 33 %, le Marché commun constituant leur principal débouché. Le Benelux vend 70 % de ses produits d'exportation à la CEE. Il en va de même pour la France dont les échanges intra-européens ont doublé en neuf ans. Une telle situation et l'ouverture, depuis 1974, d'un cycle économique marqué par des récessions de plus en plus généralisées et synchronisées se heurtent aux prérogatives maintenues des Etats.

Le dépassement des cadres nationaux était déjà inscrit dans les actes de naissance de la CEE. Dans le contexte d'expansion de l'après-guerre et de développement des multinationales européennes, les classes dominantes durent s'engager dans la voie de l'harmonisation de leurs politiques commerciales et industrielles afin d'affronter dans les meilleures conditions la concurrence américaine et japonaise. La suppression des barrières douanières, la libre circulation des capitaux, de la main-d'œuvre et des produits, la définition d'orientations communes pour des secteurs comme le charbon et l'acier, la fusion de grands groupes étaient alors déterminants pour la conquête de nouvelles parts du marché et pour l'accroissement de la compétitivité des monopoles.

Le 5 mai 1949, le Benelux et le Royaume-Uni formaient une assemblée consultative — le Conseil de l'Europe — formée de membres désignés par les Parlements nationaux. Dans la foulée, le 18 avril 1951, était instituée la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Les Etats signataires de cet accord abandonnaient une part de leur souveraineté nationale au profit d'une « haute autorité » supranationale. Enfin, en 1957, le Benelux, l'Italie, la RFA et la France paraphaient le traité de Rome instituant la CEE et la Communauté de l'énergie atomique (EURATOM). En 1973, la Communauté s'élargissait au Royaume-Uni, à l'Irlande et au Danemark avant d'intégrer la Gréce sept ans plus tard.

Cette tendance ne s'est pas opérée sans soubresauts. En effet; si elle répondait aux besoins des firmes multinationales, elle lésait simultanément les intérêts d'autres fractions du capital, celles qui produisent l'essentiel de la plus-value dans un seul pays. Cela explique les contradictions permanentes auxquelles se sont heurtés les projets d'« intégration européenne ». Ainsi, en 1951, Londres refusa d'entrer dans la CECA. De même, en 1954, les gouvernements échouaient dans leur tentative



d'instituer une Communauté européenne de défense (CED). Et durant les années soixante, sous l'égide de De Gaulle, la bourgeoisie française fit obstacle à toute avancée vers la supranationalité.

L'axe franco-allemand

Il n'en demeure pas moins que, même durant les périodes les plus difficiles, les représentants des secteurs de pointe du capital européen se sont efforcés de faire mûrir les projets d'unification économique et politique. En 1969, Raymond Barre — alors vice-président de la Commission des communautés européennes — expliquait par exemple : *« Le Marché commun des capitaux est en retard sur celui des marchandises à cause des ambiguïtés du traité de Rome en cette matière mais aussi de l'attitude des Etats. Ceux-ci craignent que la mobilité des capitaux ne compromette la réalisation des objectifs nationaux. »* A la même époque, le ministre français des Finances (qui n'était autre que Giscard d'Estaing) se prononçait pour la fondation d'une monnaie commune.

La crise économique ouverte en 1974-1975 ne fit qu'aiguiser le problème. D'un côté, elle accrut les tendances au repli sur soi de chaque classe dominante. Mais, aux yeux des représentants les plus lucides du capital européen, elle fit parallèlement apparaître combien l'absence de structures supranationales était préjudiciable à l'heure où la concurrence entre impérialistes s'intensifiait et où il fallait mettre au pas les différentes classes ouvrières.

L'« axe franco-allemand » — c'est-à-dire l'alliance des deux « locomotives » de la CEE — s'efforça, à la fin des années soixante-dix, de relancer l'Europe capitaliste. Le 4 février 1977, Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt publiaient une déclaration commune affirmant : *« Le gouvernement de la RFA et le gouvernement français souhaitent que la Communauté puisse reprendre en 1978 la marche vers l'union économique et monétaire, point de passage obligé sur la voie de l'union européenne. Ils espèrent que les politiques de redressement* (en clair d'austérité) *mises en œuvre par plusieurs Etats y contribuent. »*

Deux ans plus tard, se créait le Système monétaire européen (SME). Afin de libérer les mouvements des capitaux, il se fondait sur une unité de compte commune, l'écu, où chaque monnaie représente un pourcentage égal à la part de son PNB et de son commerce extérieur dans la CEE. Pour faire face aux mouvements du dollar, des marges de fluctuation de 2,25 % furent instituées entre les différentes monnaies. Et surtout, on renforça les mécanismes de crédit et on institua un fonds commun de réserve (le FECOM, doté de vingt- cinq milliards d'écus qui correspondent à 20 % des réserves des Etats membres en or et en dollars), pour permettre aux bourgeoisies les plus fortes de faire pression sur les choix intérieurs des pays voisins.

A l'école du FMI

Fondamentalement, le SME s'inspire de l'exemple du Fonds monétaire international (FMI), grâce auquel Washington dicte sa loi aux pays sous-développés et aux pays industrialisés les plus vulnérables. Le 21 octobre 1978, l'hebdomadaire britannique *The Economist* se félicitait de l'instauration du SME parce qu'*« il fixe un cadre pour la coordination et même la discipline de la politique fiscale, monétaire et d'échange qui pourrait bénéficier à l'Europe tout comme le FMI a bénéficié au monde. Parce qu'il fait pression sur les gouvernements qui, à l'heure actuelle, ne mènent pas leur politique économique de façon saine... ».*

Les cinq dernières années ont accentué cette évolution. En dépit des changements politiques en France et en RFA, l'« axe » Paris-Bonn s'est maintenu. On voit aujourd'hui le socialiste Mitterrand (président en exercice de la CEE) adapter sa politique aux exigences des grands trusts français et européens, s'efforcer de préserver le cadre communautaire et accepter les diktats des gouvernements alliés. Avec les dévaluations successives du franc français et l'introduction des plans de « rigueur » de 1982 et 1983, le SME a confirmé sa fonction d'harmonisation des politiques européennes au profit des multinationales.

La mise en place d'un Parlement européen vise, dans ce cadre, à poser des jalons dans la voie d'une plus grande unification des orientations économiques, monétaires mais aussi militaires, judiciaires ou sociales des pays membres. Et son élection au suffrage universel répond aux besoins de légitimation de toute l'opération aux yeux des populations.

Il reste que les disparités existantes entre les différents Etats bloquent toute nouvelle avancée significative vers l'intégration. Les échecs récents de la CEE le montrent suffisamment.

Christian Picquet

• Prochain article : trois menaces sur la CEE.

La semaine prochaine
Rouge publiera une interview
d'un représentant du Bloc socialiste de la République Dominicaine

PORTUGAL

Que reste-t-il de la révolution des œillets ?

Le 25 avril 1974, la plus vieille dictature d'Europe s'effondrait devant l'action d'un mouvement de capitaines, le Mouvement des forces armées (MFA). Sa chute ouvrait la voie à une mobilisation populaire qui devait durer dix-huit mois, jusqu'au coup de force réactionnaire du 25 novembre 1975.

Le programme du MFA tenait en ses trois D : *« démocratiser, développer et décoloniser »*. « Démocratiser », la grande bourgeoisie portugaise s'y voyait contrainte et forcée après quarante-huit ans de dictature obscurantiste ; mais pour elle et Spinola, son homme de confiance (1), cela ne pouvait pas aller jusqu'à la liberté d'action et d'expression totale pour le mouvement ouvrier et ses organisations. « Développer » ne pouvait signifier que moderniser et étendre les grands groupes privés, dominés par le capital financier. Quant à « décoloniser », les sphères dirigeantes de l'impérialisme portugais ne rêvaient que de maintenir le pillage néo-colonial dans le cadre d'une autonomie formelle des anciennes colonies.

Les mouvements de libération d'Angola, du Mozambique, de la Guinée et du Cap-Vert ne l'entendaient pas de cette oreille. Le peuple portugais, sa classe ouvrière et, sous leur pression montante, la masse des soldats et un grand nombre d'officiers, jusque dans les sommets du MFA, non plus. De juin-juillet 1974, après les premières semaines d'euphorie dans la liberté retrouvée, au 11 mars 1975, la première phase de la révolution portugaise est faite de ce conflit de plus en plus ouvert, qui déchirera aussi le MFA. Celui-ci, en s'opposant alors dans sa majorité au projet de Spinola — qui proposait le regroupement des anciennes colonies dans une « fédération lusitanienne » —, y accroîtra provisoirement son prestige de « libérateur » en nourrissant beaucoup d'illusions, y compris parmi l'extrême gauche portugaise, sur son rôle à la tête d'un appareil d'Etat, ébranlé par la secousse du 25 avril mais demeuré bourgeois jusqu'à la moëlle des os.

La bourgeoisie portugaise se retrouve alors plongée dans une terrible crise de direction. La mobilisation populaire sort du lit qu'on lui avait tracé avec l'aide des dirigeants du PS et du PCP. Les partis de droite, PPD et CDS, sont impuissants et discrédités. Aucune solution bourgeoise de rechange n'existe. Le MFA, lui-même soumis à toutes sortes de pressions politiques et sociales, ne se révèle pas fiable pour la relève, tant ses antagonismes internes stimulent, à chaque crise de gouvernement, un nouvel essor des grèves, des occupations de terres, des investissements d'immeubles, des luttes de soldats. La crise prérévolutionnaire progressera ainsi par paliers successifs, jusqu'à l'apogée de novembre 1975.

Six gouvernements provisoires

Participant, sous une forme ou sous une autre, à toutes les combinaisons des six gouvernements provisoires qui se succédèrent jusqu'aux élections législatives d'avril 1976, le PS et le PCP, Soares et Cunhal firent, chacun à leur manière, tout ce qui était possible pour transformer la révolution que les travailleurs voulaient et faisaient en une « démocratisation » limitée et contrôlée de la société capitaliste.

Piliers essentiels de la coalition d'union nationale sous Spinola, ils se trouvèrent plus d'une fois à la droite de certains porte-parole du MFA. A ce moment, le PS profite de l'attitude du PCP pour élargir son audience et construire son organisation disparue pendant quarante ans. Quand le PCP se verra obligé de changer de ligne pour tenter de canaliser les mobilisations qu'il n'a pu tuer dans l'œuf, c'est le PS à son tour qui passe à la dénonciation de l'« anarcho-populisme ». Sociaux-démocrates et staliniens, par une politique de division acharnée de la classe ouvrière allant parfois jusqu'à l'affrontement physique, ne ménagent pas leurs efforts pour entraver ou dévoyer le puissant mouvement ouvrier et populaire qui gagne chaque jour davantage d'usines, de quartiers, de grands domaines agricoles, de casernes.

Aux élections à la Constituante d'avril 1975, quand ils font élire une large majorité de députés du PS et du PCP, ils se refusent à rompre leurs liens avec la hiérarchie militaire et la bourgeoisie pour gouverner ensemble dans l'intérêt des travailleurs. Le PCP, au nom de « l'alliance peuple-MFA », veut subordonner ces derniers à son propre jeu d'influence et de pression au sein de l'assemblée du MFA et du Conseil de la révolution, où il se trouve majoritaire à l'été 1975. Parallèlement, le PS, soutenant le Groupe des neuf (conseillers de la révolution dirigés par le major Melo Antunes), part en croisade contre « le totalitarisme », n'hésitant pas au besoin à s'allier aux pires réactionnaires pour s'attaquer aux militants ouvriers et révolutionnaires ou mettre le feu aux locaux de leurs organisations.

Oui, une révolution !

Et pourtant, les faits sont têtus : pendant dix-huit mois, le Portugal a été le pays le plus libre d'Europe. Cette démocratie-là, c'était celle d'une révolution en marche.

L'été et l'automne 1975 sont le point culminant de cet essor révolutionnaire. Sous l'impulsion du mouvement des SUV (« Soldats unis vaincront », animé par les militants de la section portugaise de la IV^e^ Internationale), des commissions de soldats (CS) se forment dans les casernes, à l'instar des commissions de travailleurs (CT) et de *moradores* (CM, commissions d'habitants) qui font tache d'huile dans le pays. Sous les coups conjugués de l'offensive de son centre (le Groupe des neuf) allié à la droite et surtout de la mobilisation de masse qui touche l'armée, le MFA se désagrège et se déchire sur la place publique. Malgré la division ouvrière entretenue par le PS et le PCP, et souvent relayée par les groupes d'extrême gauche un temps rassemblés dans le Front d'unité révolutionnaire (FUR) avec le PCP, les travailleurs se reconnaissent largement dans ces commissions qui regroupent leurs forces et conduisent leurs luttes — en dépit des tentatives de manipulation du PCP et de sabotage du PS. Des milliers de soldats manifestent dans les rues de Lisbonne et Porto. Les ouvriers du bâtiment, à l'appel de leurs CT, assiègent la Constituante et le gouvernement au palais de Sao Bento, le 12 novembre. Le 16, les CT de la ceinture industrielle de Lisbonne, suivis par ceux de Porto et de Setubal, manifestent par centaines de milliers, mettant ainsi le sixième gouvernement provisoire de l'amiral Pinheiro de Azevedo sur les genoux : ce dernier se déclare « en grève » pour masquer son impuissance totale.

Une semaine après, le 25 novembre, l'opération des commandos d'Amadora brise l'élan révolutionnaire. L'initiative militaire d'Eanes (l'actuel président de la République) est elle-même très révélatrice des problèmes que connaissait encore, à ce stade, la révolution portugaise. A peine deux cents hommes et vingt-cinq blindés obtiennent la reddition de plusieurs milliers de soldats et d'officiers armés jusqu'aux dents. La supériorité militaire n'y est évidemment pour rien. La gauche du MFA, Otelo Saraiva de Carvalho en tête, va à Canossa pour préserver la solidarité de la grande confrérie des officiers. Quant aux travailleurs, sans direction, sous le choc de cette défaite sans combat, ils ne peuvent que se résigner. Le MFA meurt sans gloire et n'est près de renaître de ses cendres. L'absence de direction révolutionnaire reconnue, capable à la fois d'arracher la masse de la classe ouvrière à l'emprise des dirigeants réformistes et de contribuer à renforcer les CT, CM et CS, à les centraliser pour établir enfin un véritable gouvernement des travailleurs, s'est fait cruellement sentir.

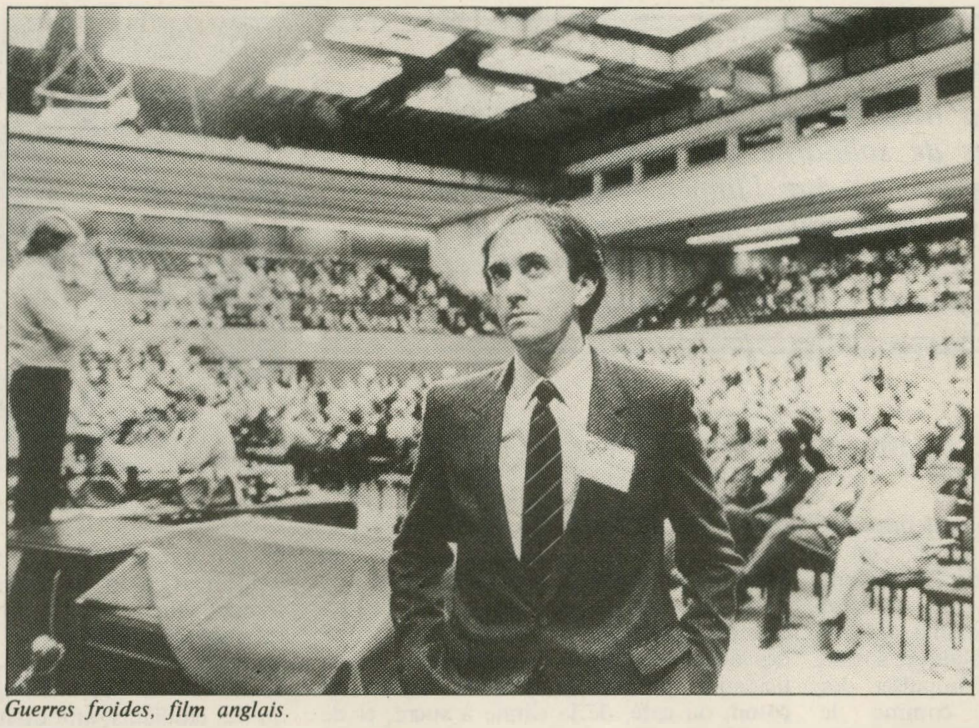
Mais la révolution des œillets continue à imprimer sa marque sur le Portugal. Récemment, le gouvernement dirigé par Mario Soares, dont l'austérité sauvage est toute la politique, a dû retarder ses mesures d'augmentation généralisée des prix devant la crainte d'une explosion populaire. Une chose est certaine : le jour où les œillets refleuriront, les travailleurs et les travailleuses du Portugal retrouveront le chemin de leurs commissions et de leurs grandes conquêtes de 1974-75.

Francisco Louçà
Charles Michaloux

1. Le maréchal Spinola, ancien gouverneur des colonies portugaises, surnommé à ce titre « le boucher de la Guinée », ne resta pas longtemps président de la République. En conflit avec le MFA, il organisa, le 28 septembre 1974, une tentative de coup d'Etat qui échoue. Exilé en Espagne, il fonda par la suite un mouvement terroriste, le MDLP, responsable de nombreux attentats durant l'été et l'automne 1975.

Diagonales européennes

La vitalité du cinéma allemand est menacée par les ministres chrétiens-démocrates soucieux de normalisation. Le cinéma anglais, mille fois enterré, renaît de ses cendres sous l'impulsion, entre autres, de Channel Four, une TV comme on en rêve. En Italie, l'industrie cinématographique plonge plus bas que tout : jusque dans la tombe. Situations paradoxales (mais explicables !) dont on trouve la trace sur nos écrans.



Guerres froides, film anglais.

Après *Cœurs captifs*, la coexistence par-delà les *a priori* de toutes sortes de prisonniers de guerre italiens et de la population (féminine) d'un village écossais ; après *Local Hero*, l'Ecosse encore, le pétrole, l'humour, la vieillesse et la jeunesse dans les filets de l'enthousiasme et du désenchantement ; après *Meurtre dans un jardin anglais*, superbe fiction, secrète, mystérieuse, rigoureuse, diaboliquement intelligente ; après tout cela, donc, *Guerres froides* : plongée « à froid » dans l'Angleterre de Madame Thatcher, les Malouines, le cynisme, l'arrivisme, l'amoralité. Un travail au scalpel sur la société britannique et la misérable ascension d'un sale petit-bourgeois magouilleur.

Il y a des siècles que l'Allemagne se regarde le nombril. Narcissisme décapant ou complaisant, il est une donnée « structurelle » du cinéma de la RFA. Entre *la Femme flambée*, négligeable, et *Fraulein Berlin*, auto-indulgent sous des dehors « affranchis », *Peppermint Frieden* de Marianne Rosenbaum pourrait bien être une œuvre essentielle. Film phare d'une Allemagne lucide et dépourvue de toute emphase, c'est un panorama de l'Allemagne d'après-guerre vu à travers le regard d'une petite fille innocente comme Lolita et naïve comme Zazie : un monstre de clairvoyance sous des dehors candides.

Quant à l'Italie, nous n'en percevons plus la richesse qu'à travers les reprises. *Le Navire* de Fellini s'est éloigné, *le Bal* de Scola s'est interrompu. Grand retour d'Antonioni (*La Nuit*, *Femmes entre elles*, en attendant *BLow up*) dont la modernité, l'attention aux êtres et à l'humeur des temps reste entière et certainement inégalée pour ce qu'elle a de méticuleux. Un festival Visconti à venir, en cheville avec la parution du livre de P.-L. Thirard et A. Sanzio. Surtout, la reprise de *Il Posto* de Olmi ; film qui occupe pour le cinéma transalpin la place que *A bout de souffle* ou *les 400 coups* occupent en France. Place unique dans la « stratégie » du renouvellement du cinéma italien au début des années soixante. Un chef-d'œuvre qui s'inscrit dans la tradition du cinéma social et urbain.

Piotr Gourmandisch

Hitchcock : les années d'or

Beaucoup a été dit sur la ressortie des cinq films présentés sous le label d'âge d'or hitchcockien. Ils forment un ensemble cohérent bien que parcouru de contradictions et de paradoxes avoués.

Fenêtre sur cour : un crime hypothétique, un cadavre absent, trop d'indices et trop aléatoires. *Sueurs froides* : un vrai crime derrière un faux suicide, une vraie névrose contre une folie imaginaire. *La Corde* : un corps dans une malle et des mondanités entre les assassins et un philosophe socratique. *Mais qui a tué Harry ?* : un cadavre encombrant et trop de suspects. *L'homme qui en savait trop* au déroulement policier plus « banal » serait un peu à l'écart de ce jeu sur les vraisemblances. Comme l'indique le titre, en savoir trop n'est pas de jeu.

Jansénite, métaphysicien, psychanalyste (la collection est confuse des épithètes hitchcockiens) le travail d'Hitchcock est dominé par le « problème » de la culpabilité. Pas de films à thèses, pourtant. La valse des alibis et des mobiles, des faux et des vrais coupables, des cadavres absents et des corps énigmatiques crée le vertige.

Hitchcock jubile dans ce marchandage entre le vrai et le faux. Rien de plus sérieux pourtant que ce jeu sur l'indice qui implique le spectateur comme le pivot autour duquel s'organise cette vision judiciaire du monde. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : il faut toujours se disculper de quelque chose et confondre le faux innocent.

On spéculerait à l'infini sur les relations entre le cinéma et cette vérité toujours redevable d'un ultime aveu au tribunal des flagrants délits de l'apparence. Entre châtiment et absolution notre morale n'est sans doute pas sauve mais le cinéma a construit l'un de ses plus beaux édifices et la mise en scène a trouvé sa plus grande intelligence.

Piotr Gourmandisch

Festival du cinéma juif

Du 25 avril au 8 mai (1) se tient au cinéma Rivoli-Beaubourg le troisième Festival du cinéma juif. Cinéma international, « cosmopolite » mais aussi unique en ce qu'il tend à fonder ce Klal Israël de l'esprit, loin du sionisme, où une culture et une tradition vivantes dans le monde s'assignent la tâche ardue de dire la justice.

Le cinéma hongrois est spécialement à l'honneur, mais aussi *les Révolutionnaires du Yiddishland* et *Des Terroristes à la retraite*, de Mosco, sur les Juifs et la Résistance. Au rayon des classiques : Dreyer, Preminger, Lubitsch, Ulmer... Images multiples dont il faudra faire la synthèse avant que le sionisme s'en mêle.

P. G.

1. Le festival sera à Marseille du 30 mai au 5 juin.

● **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *le Lauréat* de Mike Nichols avec Anne Bancroft, Dustin Hoffman et Katharine Ross. Ce film connut un extraordinaire succès populaire tant aux USA qu'en Europe, succès bâti sur un malentendu, facilement écartable seize ans plus tard. En effet, la satire sociale des mœurs de la bourgeoisie américaine était constamment désamorcée par une prudence toute hollywoodienne. Restent trois choses de ce film trop surestimé : l'astuce du jeu de Dustin Hoffman, la sensualité de cette grande comédienne qu'est Anne Bancroft, et la musique splendide de Simon et Garfunkel.

22 h 30 (FR3), *Grand Hôtel*, d'E. Guilding avec Greta Garbo. Le film le plus mauvais de Garbo.

● **Lundi** 20 h 35 (TF1), *l'Homme pressé* d'Edouard Molinaro avec A. Delon et M. Darc. Lamentable adaptation d'un beau roman de Paul Morand qui eut mérité un autre réalisateur (Malle, Deville ?) que le « boulevardier » Molinaro.

20 h 35 (A2), Emmenez-moi au théâtre, avec ce soir *Lucienne et le boucher* de Marcel Aymé, avec Bernard Fresson et Andréa Ferréol dans une mise en scène de Pierre Tchernia. Réussira-t-il à rendre la férocité et la noirceur vacharde du texte d'Aymé ?

● **Mardi** 14 h (TF1), *Vivre libre* de Jean Renoir avec Charles Laughton, Maureen O'Hara et Georges Sanders. Très mauvais film tourné aux USA en 1943 et sensé évoquer la France de l'occupation pour les Yankees. Ceux qui n'avaient jamais mis les pieds en France et qui cultivaient la convention : Français = béret et baguette trouvèrent le film excellent. Il est indéfendable !

14 h 55 (A2), *les Tontons farceurs* de Jerry Lewis avec J. Lewis dans sept rôles différents. Mélo familial à peine défendable en VO. Alors en version doublée... Bonjour les dégâts !

20 h 35 (TF1), « Edition spéciale », émission d'Anne Sinclair, ce soir « Résistance et collaboration ».

20 h 40 (A2), *Drôle d'embrouille*, comédie policière sans grand intérêt de Colin Higgins avec Goldie Hawn.

20 h 35 (FR3), *On efface tout* de Pascal Vidal avec Yves Beneyton et Christine Pascal. Curieux film, bâti sur un scénario irréaliste et trop vaguement « politique » pour être crédible, mais où surgissent de très belles séquences d'extérieurs parisiens, et le visage fascinant de Christine Pascal.

● **Jeudi** 20 h35 (A2), septième épisode de *la Saga du Parrain*.

20 h 35 (FR3), *Dix Petits Nègres* de Peter Collinson avec Olivier Reed. Un classique du roman policier donnera-t-il un jour une bonne adaptation cinématographique ? (Oui ! cf. vendredi soir sur A2.)

22 h 25 (TF1), *Mon oncle d'Amérique* d'Alain Resnais. Une magnifique leçon de choses et de cinéma administrée avec simplicité et pédagogie par le plus grand metteur en scène français. On peut discuter les affirmations du professeur Laborit, mais le film de Resnais est justement une invitation stimulante à la discussion et à l'ouverture d'esprit.

● **Vendredi** 21 h 55 (FR3), *Mankiewicz*, un entretien avec l'un des grands réalisateurs US, par Michel Ciment, réalisé par L. Beraud.

23 h, *le Grand Sommeil* de H. Hawks avec H. Bogart et L. Bacall. Dément, parce qu'à partir d'un roman à l'intrigue déjà passablement complexe, Faulkner et ses co-scénaristes se sont allégrement débarrassés de l'intrigue comme d'un cadavre encombrant, pour permettre à Hawks de mettre en situation ce qui restera comme l'un des grands principes du cinéma « noir » des années 40-50 : ce qui importe, c'est de voir comment vont réagir les personnages au contact d'événements brutaux et inattendus, plutôt que de faire une analyse psychologique plus poussée des différents protagonistes.

Michel Laszlo

ENTRETIEN AVEC DEUX DIRIGEANTS DE LA JEUNESSE SANDINISTE

« La jeunesse construit une nouvelle société »

De passage à Paris, Alvaro Porta et Lautaro Sandino ont rappelé la nécessité d'impulser des initiatives concrètes de solidarité qui contribuent à reconstruire tout ce que l'impérialisme parvient à détruire au Nicaragua. Ils rendent compte de l'activité de leur organisation pour mobiliser la jeunesse nicaraguayenne.

Défilé le 19 juillet 1983, à Léon.

• Quel est le rôle spécifique de la jeunesse dans le processus révolutionnaire ?

Lautaro Sandino — L'objectif principal de la Jeunesse sandiniste-19 juillet, c'est la défense de la patrie. Nous ne l'entendons pas seulement comme une défense militaire, mais aussi comme une défense sur les plans économique, politique, social. De plus, la JS s'emploi à impulser des mouvements de masse, comme le mouvement étudiant, le mouvement culturel, le mouvement sportif. Nous voulons permettre à la jeunesse de participer à la reconstruction de la patrie, à la construction de la nouvelle société que nous prétendons édifier.

• Pouvez-vous citer des tâches précises dans cette reconstruction ?

Alvaro Porta — En tant qu'organisation politique, nous travaillons parmi les jeunes ouvriers, les jeunes étudiants et les jeunes paysans ; c'est donc pour eux que sont programmés les tâches de la reconstruction ; quant à nous, nous les appuyons. Par exemple, actuellement, les jeunes ouvriers effectuent un travail important pour résoudre les problèmes de notre économie : il y a un mouvement que nous appelons le mouvement des innovateurs, qui s'efforce de trouver des solutions pour utiliser les machines anciennes que nous possédons ; il cherche notamment comment construire, avec nos propres ressources, toutes les fournitures que l'impérialisme nord-américain refuse de nous vendre, et même comment tirer parti des machines alors que nous ne pouvons pas, pour la même raison, acheter les matières premières.

Lautaro Sandino — La JS impulse aussi plusieurs « tactiques de choc ». Ce sont des activités qui concernent des aspects spécifiques du développement économique. Nous avons des « brigades de choc », qui prennent en charge des projets stratégiques de la révolution, par exemple la construction de logements, de routes... Il y a aussi des tâches urgentes : nous impulsons la participation des étudiants à la récolte du coton, du café, de la canne à sucre, et de tous les autres produits.

Nous fixons, en outre, des tâches concrètes de défense militaire du pays. Enfin, la JS a organisé une brigade, composée de mille cinq cents jeunes, qui recoivent une formation académique et pédagogique. Ils doivent partir dans la montagne, à la mi-juillet, après trois mois de préparation, pour continuer l'éducation des enfants, surtout dans les zones montagneuses les plus difficiles, et bien sûr poursuivre l'appui que la JS et les jeunes en général apportent à l'éducation des adultes.

• Comment se fait l'articulation avec les organisations de masse et les syndicats ?

Lautaro Sandino — Chaque organisation a son caractère propre. Il y a des organisations professionnelles, syndicales, sociales. La JS est une organisation politique des jeunes. Qui sont les camarades qui appartiennent à la JS ? Ce sont essentiellement des camarades qui viennent du mouvement étudiant, mais qui ne limitent pas leurs aspirations à ce domaine.

Alvaro Porta — La JS s'emploie à renforcer les organisations de masse sans se substituer à elles. Le caractère politique de notre organisation se différencie donc totalement d'un caractère de masse ou professionnel. La JS, avant-garde de la jeunesse nicaraguayenne, assume comme tâche primordiale toutes les revendications des travailleurs de la campagne, de la ville ou des étudiants, afin qu'ils se trouvent des réponses dans la société nicaraguayenne. Pour cela, nous nous efforçons de mobiliser les masses autour de leurs revendications. Au Conseil d'Etat, nous proposons et appuyons les lois qui peuvent contribuer au renforcement des syndicats et des mouvements de masse, parce que c'est cela le plus important.

• Quelles sont les plus récentes campagnes politiques qu'a menées la JS ?

Alvaro Porta — Il y a eu récemment une campagne pour le droit de vote des jeunes à partir de seize ans. C'est une revendication que les jeunes ont commencé à exprimer dans leurs usines, leurs centres de production, et notre organisation, la considérant comme une lutte juste, s'en est emparée. Nous avons alors lancé une campagne pour mobiliser les seize/dix-sept ans dans tout le pays, et pour expliquer la raison pour laquelle les jeunes avaient le droit de voter, ce qui s'est avéré facile en raison de la réalité que vit notre pays. Nous avons organisé des mobilisations pratiquement avec tous les secteurs de la société : avec les jeunes ouvriers, avec les jeunes qui participent à la défense du pays, avec les jeunes étudiants, et aussi avec les jeunes sans emploi.

Propos recueillis par S. Joanny

Une tournée à l'invitation de la IVe Internationale

Deux membres de la Jeunesse sandiniste-19 juillet effectuent actuellement une tournée en Europe, à l'invitation des organisations de jeunesse liées à la IVe Internationale. Il s'agit d'Alvaro Porta, membre du conseil national de la JS-19 juillet, secrétaire du travail idéologique de la IIIe région (Managua), et de Lautaro Sandino, chef de la section d'Europe occidentale et de la collaboration internationale (commission des relations internationales) de la JS-19 juillet.

Au cours de leur passage en France, du 23 au 26 avril, ils ont eu l'occasion de rencontrer plusieurs courants du mouvement ouvrier. Le 25 avril, ils ont eu un long entretien avec des représentants du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire. Ils ont participé à des meetings dans les facultés de Jussieu, Saint-Denis, Tolbiac. Et le 26 avril, ils ont rendu compte de l'agression impérialiste contre le Nicaragua, au cours d'un meeting organisé à la Bourse du travail de Paris par le comité d'urgence au Nicaragua.

Alvaro Porta et Lautaro Sandino ont insisté sur la nécessité d'impulser des initiatives concrètes de solidarité qui contribuent à la reconstruction du pays, *« de faire des efforts pour reconstruire chaque chose que l'impérialisme parvient à détruire au Nicaragua. Si l'impérialisme pose des mines, il est nécessaire de faire des efforts pour enlever ces mines, et non seulement le peuple nicaraguayen, mais également le peuple français et les révolutionnaires du monde entier ».* Ils ont insisté également sur l'unité qu'il est indispensable de maintenir dans le mouvement de solidarité avec la révolution nicaraguayenne, face à l'agression de l'impérialisme.

S. J.

En souscription jusqu'au 9 juin

La pensée vivante de Sandino

70 F au lieu de **95 F**

480 pages

Un ouvrage fondamental pour comprendre les origines de la révolution nicaraguayenne : les écrits de Sandino, traduits pour la première fois en français. Introduction de Sergio Ramirez, coordinateur de la Junte de gouvernement et une présentation de Jean Ziegler.

LA BRECHE

Je souscris pour ..... exemplaires à **70 F**

Frais de port ..... × **13,10** par exemplaire :

Total à payer :

Chèque à l'ordre de PEC.

☐ Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis Paris 11e (Mo Nation).

☐ Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous et je règle les frais de port.

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

.....

Bon à renvoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil